

LA BIBLIOTHÈQUE RUSSE ET SLAVE

— LITTÉRATURE RUSSE - ÉTUDES —

Nikolai Danilevski
(Данилевский Николай Яковлевич)
1822 – 1885

LA DOCTRINE PANSLAVISTE

D'APRÈS

N. J. DANILEWSKY

(*La Russie et l'Europe. Coup d'œil sur les rapports politiques entre le monde slave et le monde germano-roman. IV^{me} Édition (russe).*

St. Pétersbourg, 1889.)

RÉSUMÉ PAR

J. J. SKUPIEWSKI

DOCTEUR EN DROIT

1871

Bucarest, Bureaux de la « Liberté Roumaine », 1890.

Le livre *La Russie et l'Europe* de Nikolai Danilevski, très influent et très lu en Russie, n'a jamais été traduit en français, ni même en anglais. Il le fut en allemand, mais non intégralement, en 1920, au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la Révolution de 1917. Toutefois, cet ouvrage en français paru à Bucarest en avait, en 1890, donné un vaste résumé. L'auteur, Józef Julian Skupiewski (1846-1910 ou 1919), un Polonais installé en Roumanie, a cherché à exposer et à dénoncer point par point les thèses de Danilevski et, malgré son opposition totale à ces thèses qu'il dénonce, offert ainsi un résumé très complet de ce livre capital.

(*Note de la BRS.*)

INTRODUCTION	4
LA RUSSIE ET L'EUROPE : RÉSUMÉ.....	20
I.....	20
II.....	44
III	59

Introduction

En présentant au public un résumé très complet du livre de M. Danilewsky, *La Russie et l'Europe*, ouvrage qui développe avec une franchise absolue tous les principes et les buts du panslavisme et, à ce titre, jouit, en Russie, d'une grande autorité, nous croyons devoir faire précéder notre analyse de quelques observations générales.

Nous ferons d'abord remarquer que le livre de M. Danilewsky ne peut être considéré comme l'expression des théories individuelles d'un homme, des chimères d'un penseur plus ou moins fantaisiste, des utopies destinées à rester dans le domaine de l'irréalisable. Non ! Le situation occupée par l'auteur, le patronage dont ses travaux ont profité, le culte, pour ainsi dire, qui entoure aujourd'hui son livre, lui assignent une place beaucoup plus importante.

Nicolas Iakovlevitch Danilewsky (né en 1822), depuis sa jeunesse jusqu'à sa mort (1885), a sans cesse occupé des situations officielles. Déjà pendant ses études à l'université de St.-Pétersbourg, il était fonctionnaire au ministère de la guerre. Ayant obtenu (en 1849) le grade universitaire de « magister » en botanique, il débuta en subissant un emprisonnement préventif de 100 jours dans la forteresse de Petropavlovsk, sous l'accusation d'avoir été mêlé à l'affaire Pietraszewsky, à la suite de laquelle plusieurs jeunes gens — Dostoyevsky entre autres — furent condamnés aux tra-

vaux forcés dans les mines de Sibérie. M. Danilewsky sut cependant justifier de sa loyauté envers le gouvernement du tsar Nicolas et, au lieu de rejoindre ses amis au bagne, il fut nommé fonctionnaire dans les bureaux du gouverneur de Vologda, puis de celui de Samara. Depuis lors, la protection et la bienveillance du gouvernement ne lui firent pas défaut un seul instant. Toutefois, il ne moisissait pas sur les ronds de cuir des chancelleries ; il n'y faisait que des stages de courte durée, tantôt comme fonctionnaire au département de l'économie rurale, tantôt comme *ingénieur* (lui, botaniste !) au même département ; la plus grande partie de sa carrière officielle se passa en délégations. Il devint spécialiste dans la question des pêcheries et, pendant 30 ans, de 1853 à 1885, il fut membre ou chef des commissions chargées de l'examen de cette question dans différentes provinces de l'Empire. En Russie, les délégations (*komandirovki*) constituent une des situations les plus enviabiles : elles sont grassement payées et demandent très peu de travail. Aussi, M. Danilewsky eut-il beaucoup de loisirs, ce qui lui permit de s'occuper d'une foule de choses, pour lesquelles il ne semblait préparé ni par ses occupations spéciales, ni par ses études antérieures. Dans la longue liste de ses publications, à côté des questions de pêcheries qu'il traitait par devoir de fonctionnaire, nous le voyons aborder la climatologie, la statistique, les finances et l'économie politique (dans deux ouvrages sur *La baisse de la valeur du rouble*), la biologie (dans son livre sur le *Darvinisme*), la politique, *La conférence ou même le congrès*, 1878 ; *Les intérêts généraux européens*, 1878 ; *La Russie et la question d'Orient*, 1879 ; l'histoire (*La route suivie par les Maghyars*), la linguistique (une brochure sur le dictionnaire de la langue

grand-russe), la polémique sur les questions du jour, etc., etc.

Mais son œuvre principale, c'est le livre dont nous rendons compte : *La Russie et l'Europe*.

Cette œuvre a été publiée d'abord, par articles séparés, dans la revue *Zaria (l'Aurore)* en 1869. La première édition en volume a paru en 1871, sous les auspices de la *Société de l'utilité publique* (Tavaristchestvo obstchestvennoï polzy) patronnée par le gouvernement et qui était l'avant-coureur de la fameuse société slave de bienfaisance.

Depuis lors, le livre de M. Danilewsky a fait du chemin, parce que ses idées pénétraient de plus en plus dans la société russe. Les deux premières éditions ont dû attendre près de vingt ans pour être épuisées ; mais la troisième, parue en mars 1888, était complètement vendue en octobre de la même année, chose inouïe en Russie et qui démontre combien le public russe d'aujourd'hui sympathise avec les idées ultra-panslavistes. Cette date du grand succès du livre de M. Danilewsky, naguère négligé, mérite d'être retenue.

D'ailleurs, M. Danilewsky a formé toute une école qui s'évertue à commenter et à développer l'œuvre de ce *slavophile par excellence*, comme l'appelle M. Strachov, éditeur de la IV^{me} édition de *la Russie et l'Europe* (p. XXIII). Le chef de cette école est, pour le moment, M. K. N. Bestoujev-Riumine, auteur d'une *Histoire de la Russie* très renommée ; mais le livre de Danilewsky reste toujours « le catéchisme le plus complet et le code du slavophilisme, » d'après l'expression de M. Strachov (l. c. XXIV).

* * *

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les tendances exposées dans le livre de M. Danilewsky se sont manifestées dans la politique de la Russie. Le fameux testament de Pierre-le-Grand, qu'il soit apocryphe ou non, comme document, ainsi que certains l'affirment, n'en a pas moins été mis en pratique par tous les descendants du grand tsar, avec une persévérance inexorable. Il ne contentait cependant qu'une ligne de conduite tracée à la Russie comme telle, pour atteindre le plus grand degré de puissance ; il n'y était question que de l'extension de l'Empire des tsars, qui se masquait parfois en prenant le costume de champion du christianisme en Orient, mais qui restait toujours russe et rien que russe. Mais le drapeau du christianisme s'est usé entre les mains de la Russie pendant deux siècles de guerres et d'intrigues entreprises soi-disant pour la défense des Chrétiens opprimés par l'islamisme. Aujourd'hui, il n'y a plus aucun danger pour le christianisme en Orient et, partant, plus de prétexte pour ses défenseurs. Il fallait donc changer d'enseigne et alors le prétexte « la protection des Chrétiens » s'est modifié en celui de la « protection des Slaves. »

En effet, ce n'est que depuis vingt ans que le panslavisme a pris un grand essor, qu'il est devenu en quelque sorte officiel, qu'il a été franchement adopté par la politique russe et qu'on a essayé de le condenser dans une théorie soi-disant scientifique qui le présente comme une nécessité historique inévitable.

Auparavant, les idées panslavistes n'étaient que des manifestations, pour ainsi dire, sporadiques, des cris de détresse poussés par des nationalités slaves opprimées par les

Allemands ou par les Hongrois, des utopies de quelques Russes dont l'esprit ne trouvait, sous la tyrannie impériale, aucun autre champ d'activité.

Depuis vingt ans, la situation a changé et, après le Congrès de Berlin, elle se dessine de plus en plus. Les causes en sont assez complexes.

Il y a d'abord les réformes intérieures d'Alexandre II. Empruntées à la civilisation européenne et transplantées sur un terrain qui n'y était pas du tout préparé, elles ont non seulement échoué, mais encore amené un ferment dont le résultat a été le nihilisme, ce produit spécifiquement russe, fruit de l'inoculation des idées européennes sur un arbre sauvage. Mais, aux yeux d'une grande quantité de Russes, la faute n'en était pas à l'arbre, impropre à la culture plus élevée, mais à la matière inoculée, à « l'Occident pourri ».

De là une haine implacable pour la civilisation occidentale qui est présentée comme un danger, comme une maladie mortelle pour le corps russe ; de là, le retour au « nationalisme » exagéré (*narodnost*), frisant parfois la chinoiserie. M. Danilewsky n'est-il pas même adversaire du costume européen, parce que, dit-il, il empêche de développement de la sculpture nationale russe !

La seconde cause de l'entrée en scène du panslavisme, tel qu'il se présente aujourd'hui — parce que, en le prenant au point de vue de ses tendances réelles panrusses, il existait à l'état latent depuis deux siècles — c'est l'affranchissement des Chrétiens d'Orient. Comme nous le disions plus haut, le prétexte de protéger le christianisme ayant cessé, il fallait le remplacer par un autre et on a mis en avant l'idée de protéger le slavisme. Aujourd'hui, les tendances officielle-

ment avouées de la politique russe se bornent encore à la protection des Slaves d'Orient et du Sud, à la prétention d'exercer une influence « légitime » sur ces peuples ; mais ce n'est qu'une étape : la suite de cette voie et son but final nous sont indiqués par M. Danilewsky.

Mais la circonstance la plus favorable à la manifestation ouverte du panslavisme, c'est l'état politique actuel de l'Europe.

La guerre de 1870 a brisé ce qu'on est convenu d'appeler l'équilibre européen et qui, par rapport aux convoitises russes, était un frein dont les Puissances européennes, quelque divergents que fussent leurs intérêts particuliers, s'emparaient chaque fois qu'il fallait dompter le coursier moscovite prenant le mors aux dents. La guerre de Crimée nous présente l'exemple typique de cette entente de l'Europe, prise dans son entier.

Depuis, pendant vingt ans, la Russie se « recueillait », comme l'a dit le prince Gortchakov ; elle préparait son élan pour s'emparer des Dardanelles. Cette fois, elle croyait arriver à ses fins et déployait hardiment son drapeau de « protectrice naturelle » des Slaves. Le traité de San-Stephano, tout en paraissant l'arrêter devant les murs de Constantinople, lui ouvrait le chemin libre vers le Bosphore et elle n'aurait pas tardé à y arriver.

Malheureusement pour la Russie, heureusement pour l'Europe, la diplomatie russe a commis la faute immense de ne pas avoir su exploiter suffisamment les discordes qui existaient alors, comme elles existent aujourd'hui, entre les Puissances européennes. Grâce à cette faute, grâce aussi peut-être à la faiblesse de la France, d'un côté, et à la prédominance décisive de l'Allemagne, de l'autre ; grâce à la

très-habile diplomatie anglaise, l'Europe s'est retrouvée encore une fois autour du tapis vert de Berlin et a su arrêter à temps la marche envahissante de la Russie.

Mais, depuis douze ans, la situation a bien changé : la Russie, après les désappointements de Berlin, après les mésaventures de sa diplomatie en Bulgarie, en Serbie, dans tout l'Orient, a compris que l'Europe, si elle reste unie, est trop forte pour ne pas empêcher les débordements du panrussisme ; elle a profité de la leçon et nous voyons aujourd'hui ce fait inouï, qui semblait impossible d'après la logique et les enseignements de l'histoire, que la grande République européenne tend la main au tsar autocrate, que des libéraux radicaux acclament le représentant de la force brutale et du despotisme, qu'une nation qui prétend conduire la civilisation européenne se met à genoux devant ceux qui avouent franchement que leur but est de détruire cette civilisation ! Et dans ce que nous venons de dire, il n'y a pas la moindre exagération : que ceux qui en doutent, qui portent des toasts au tsar, qui prônent l'alliance avec la Russie, lisent l'ouvrage de M. Danilewsky et ils s'en convaincront !

Il n'y a plus à s'y méprendre. Naguère, on pouvait encore ne donner aucune importance au mot attribué à Napoléon posant, comme alternative, que l'Europe deviendrait ou cosaque ou républicaine ; on pouvait hausser les épaules quand on lisait les élucubrations de Katkov, ou ressentir de la pitié pour les fantasmagories de Kolar. En effet, la chose paraissait impossible. ridicule même. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Le panslavisme, le panrussisme, prétend à être pris au sérieux. Ses champions, M. Danilewsky entre autres, s'efforcent d'en faire une théorie scientifique, de

nous démontrer par a + b que la nécessité historique impose que toute notre civilisation est « pourrie », qu'elle a vécu et qu'elle doit céder la place à une nouvelle civilisation, à la civilisation russe.

Nous donnons plus loin une fidèle analyse de cette théorie ; nous n'avons donc pas besoin de l'exposer à cette place ; nous croyons cependant devoir insister sur trois points principaux :

1. D'après M. Danilewsky, l'idée représentée par le mot d'humanité n'est qu'un mot vide de sens. car il n'y a pas de continuité et d'infinité dans le progrès de la civilisation humaine.

2. Il n'y a que des types particuliers de civilisation (types culturo-historiques, comme il les appelle) dont chacun naît, vit, meurt et est remplacé par un autre type qui est absolument indépendant du type disparu ou destiné à disparaître et qui n'est aucunement son continuateur.

3. Que le type européen de civilisation a vécu et doit disparaître.

On voit que ce n'est pas trop mal imaginé. En effet, il serait ridicule de dire que l'asiatisme russe est préférable à la civilisation européenne : il fallait donc inventer une théorie d'après laquelle il n'y a pas de progrès général de l'humanité, mais seulement des civilisations, pour ainsi dire, locales, qui commencent, existent et finissent, indépendamment les unes des autres ; telle est la théorie des « types particuliers de civilisation », exposée par M. Danilewsky.

La conséquence logique de cette théorie est que toutes les conquêtes de notre civilisation, amassées pendant des siècles, doivent être détruites, disparaître de la surface de

notre globe, pour être remplacées par..... le régime qui règne d'Arkhangel à Sébastopol et de Varsovie à Vladivostok, pour permettre à ce régime de se développer et de devenir le maître du monde.

Il ne s'agit donc plus seulement de la question de savoir si la Russie aura ou non la domination exclusive sur la mer Noire, si elle possédera ou non le Bosphore et la mer Égée, si elle accaparera ou non la Méditerranée, pour en faire un lac russe ; il s'agit d'une question plus élevée : de la question de savoir si notre civilisation européenne doit vivre et se développer, ou bien si elle doit disparaître et céder la place à la civilisation russe.

Nous comprenons qu'il est d'un grand intérêt pour la France de reconquérir l'Alsace et la Lorraine ;

Nous comprenons que l'Allemagne ait à cœur de consolider son union et d'affermir sa position prédominante en Europe ;

Nous comprenons que l'Angleterre tienne à protéger et à développer ses intérêts commerciaux ;

Nous comprenons que l'Italie, toute entourée de mers, tende à devenir une Puissance maritime et à augmenter ses colonies ;

Nous comprenons que l'Autriche-Hongrie s'efforce de se donner plus de cohésion, même au détriment de certains éléments qui la composent ;

Nous comprenons tout cela. Mais nous croyons qu'il y a un grand intérêt général qui prime tous ces intérêts particuliers ; que, si ce grand intérêt n'est pas sauvegardé, tous les autres sont menacés : cet intérêt c'est celui de l'existence même de la civilisation européenne.

M. Danilewsky dit que « pour tout Slave l'idée du slavisme devrait être la plus élevée ; plus élevée que la liberté, la science, l'instruction ; plus élevée qu'aucun bien de ce monde, parce qu'un Slave ne peut obtenir tout cela sans la réalisation de l'idée du slavisme, sans l'existence d'un slavisme indépendant au point de vue intellectuel, national et politique ; au contraire, tous ces biens ne peuvent être obtenus que comme résultat de cette indépendance ».

Eh bien ! à plus juste titre, nous pouvons dire que, pour tout Européen, l'idée la plus élevée, la plus chère, le devoir le plus sacré, c'est de défendre la civilisation européenne contre les envahissements du panslavisme, cette civilisation qui a donné à l'humanité l'affranchissement de l'homme, la liberté, la science moderne, l'instruction à la portée de tous et le développement progressif de tous les intérêts moraux et économiques.

* * *

Nous ne prétendons pas donner des conseils à ceux qui dirigent la politique européenne, ni leur indiquer les moyens de défense contre le danger venant du côté de l'Empire des tsars ; nous remplissons simplement notre devoir de publiciste, en faisant connaître au public européen un ouvrage qui a acquis, en Russie, une grande autorité et qui indique sans détour quelles sont les tendances du peuple russe, quel est le but final de la politique de son gouvernement.

En général, on n'a, en Europe, qu'une idée très incomplète de ce qu'est le panslavisme russe ; dans aucun ouvrage, que nous sachions, écrit en une langue accessible

aux Européens, la théorie panslaviste, telle que la comprend la majorité des Russes et que M. Danilewsky l'a franchement exposée, n'a été présentée. Nous avons donc voulu en donner une idée exacte, indiquer l'importance de la question et provoquer les publicistes plus autorisés que nous à s'en occuper.

Tout en nous maintenant dans ce modeste rôle, nous croyons cependant pouvoir faire remarquer que le danger du panrussisme, suspendu au-dessus de la civilisation européenne, constituera une menace, tant que l'Europe, reconnaissant enfin la réalité de ce danger, ne se sera pas imposé, comme règle suprême de sa politique, le devoir de le conjurer, tant qu'elle n'aura pas reconnu que le plus important des buts à atteindre, c'est de réduire à l'impuissance ce spectre de l'asiatisme.

Les panslavistes ne se gênent pas pour dire que le moment est venu de livrer à l'Europe une lutte décisive. Cette lutte n'aura pas pour but de conquérir telle ou telle province, de détruire tel ou tel État, d'étouffer telle ou telle nationalité. Non ! Ce sera une lutte pour conquérir toute l'Europe, pour détruire tout ce qui est européen, pour étouffer toute notre civilisation, pour la remplacer par la prétendue civilisation russe. Toute l'Europe y sera menacée. Aussi faut-il, qu'au moment de cette lutte, toute l'Europe soit unie pour le combat.

Mais, en pensant aux moyens de défense, il faut également bien préciser quel est l'ennemi qu'on a à combattre. Et ici encore nous voyons combien insuffisante et inexacte est l'idée qu'on se fait en Europe de ce qu'on est convenu d'appeler le *panslavisme*.

Le panslavisme, comme tel, comme tendance à l'union et même à la solidarité des peuples de la race slave, est dépourvu de toute base réelle.

C'est une fiction adoptée par les Russes, comme une arme dont ils se servent dans l'intérêt de leur politique envahissante.

Notre civilisation, le développement des communications internationales, l'enchevêtrement des intérêts réciproques, ont de nos jours complètement détruit la distinction classique en races. Même au point de vue anthropologique, il devient de plus en plus difficile de démêler les descendants d'une race et de les distinguer des descendants d'une autre. Les habitants de la Poméranie, ceux du Hanovre et ceux du Sud de la Bavière n'appartiennent-ils pas à des races différentes ? Les Normands et les Provençaux appartiennent-ils à la même race ? Et cependant, les uns comme Allemands, les autres comme Français, sont, comme nation, en une parfaite communauté de tendances et font partie de la même individualité ethnique.

D'autre part, y a-t-il une communion particulière d'idées, d'intérêts, de tendances, de buts poursuivis, entre les Espagnols et les Français, entre les Allemands et les Hollandais, entre les Normands de la France et ceux de l'Angleterre, malgré leur communauté de race ? Certainement non.

Il en est de même et plus encore pour la race slave. On commet une grande erreur, quand on parle du soi-disant panslavisme, quand on considère les Slaves, comme un groupe réel, existant, solidaire, ayant les mêmes aspirations, les mêmes buts. Ainsi qu'il n'y a plus de Celtes, de Latins, de Germains, il n'y a pas non plus de Slaves, comme une individualité, comme une unité ethnique ou politique.

Ce ne sont là que des dénominations purement historiques, aujourd'hui abstraites et sans aucun sens pratique. Pour ce qui concerne les Slaves, les différences sont encore beaucoup plus grandes que pour toute autre race. Ces différences, essentielles, permanentes, ineffaçables, résultent de la différence des civilisations.

Les Slaves du centre de l'Europe — Polonais, Tchèques, Slovaques, Croates, Slovènes — ont reçu leur civilisation de l'Occident ; les Slaves de l'Est et du Sud l'ont reçue de l'Orient.

Les premiers, pour employer l'expression ironique de M. Danilewsky, « se sont nourris des sucs bienfaisants » de la civilisation européenne ; ils sont et ils veulent rester Européens.

Les seconds ont puisé les premiers éléments de leur civilisation dans l'ancienne Byzance ; mais cette source, — pour les Russes particulièrement — a été bientôt tarie et leur civilisation a subi l'influence bien marquée des Tartares. Aujourd'hui, comme le dit encore M. Danilewsky, ils ne prétendent même pas à être Européens ; au contraire, ils repoussent ce nom et se mettent en opposition avec tout ce qui peut être européen.

Cette différence des civilisations, ainsi que celle des relations internationales, a produit des différences essentielles entre les deux groupes. Maintenant, — sans parler de l'importante différence de religion — chez les Russes d'un côté et les Tchèques ou les Polonais de l'autre, il n'y a pas un seul trait de caractère ou de mœurs, une seule institution historique, une seule idée, une seule aspiration, qui leur soient communes. Certainement, les uns et les autres appartiennent à la race slave, mais ils ont suivi, au cours de

l'histoire et de la civilisation, des voies absolument différentes. Peu importe que les Russes considèrent les Slaves attachés à la civilisation européenne comme des Slaves dégénérés ; une chose est certaine, à savoir qu'entre ces deux groupes il n'y a rien de commun.

En comptant les Tchèques, les Polonais, les Slovaques, les Croates, les Slovènes, parmi les membres de l'armée panslaviste qui doit se ruer sur l'Europe, afin de détruire sa civilisation, pour le plus grand avantage de la Russie, M. Danilewsky et consorts avancent sciemment une inexactitude ; ces peuples, quoique d'origine slave, ne méritent ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

L'Europe ne devrait pas se laisser tromper là dessus. Quant aux Polonais, elle devrait ne pas oublier qu'elle n'a jamais entendu une seule voix polonaise qui se réclamât du panslavisme. Quant aux autres Slaves du centre de l'Europe, si elle a entendu des voix dans ce sens — très rares du reste — ce n'était que lorsque ces nationalités étaient opprimées par leurs voisins ; mais ce n'était pas le cri d'une race, c'était celui d'une nationalité qui, contre l'injustice, faisait appel, faute de mieux, à une nation congénère, laquelle en profite et tâche de présenter cet appel de désespoir comme une manifestation spontanée et sincère.

M. Danilewsky lui-même, comme on le verra plus loin, n'ose pas compter les Polonais parmi les Slaves disposés à combattre la civilisation européenne. S'il était plus sincère, il devrait en dire autant des Tchèques et autres Slaves du centre de l'Europe.

Il est certain que le jour où la Russie voudra livrer à l'Europe une lutte décisive, le chiffre des millions de Slaves

sur le concours desquels la Russie prétend pouvoir compter, diminuera sensiblement et qu'une grande partie d'eux se mettra du côté opposé au panrussisme. La Russie le sait très bien, quoiqu'elle semble être persuadée du contraire ; mais l'Europe, à son tour, ne devrait pas l'ignorer¹.

¹ Dans un travail, récemment publié sous le titre : *L'Europe, la Russie et la Roumanie*, M. Démètre Stourdza cite, à ce sujet, des statistiques très intéressantes, puisées, d'une part, à la source russe (*Carte des peuples slaves*, de MM. Komarov et Sarjanko) et, de l'autre, à la source européenne de Hübner-Brachelli. D'après la première, le total des habitants de l'Europe serait de 337.563.000. dont 98.441.000 de Slaves et 239.122.000 de non Slaves ; d'après Hübner-Brachelli, les chiffres respectifs sont de : 329.876.000 comme total des habitants de l'Europe, 94.511.000 de Slaves et 235.356.000 de non Slaves. En acceptant même le chiffre de Slaves — évidemment exagéré — présenté par MM. Komarov et Sarjanko, savoir 98.441.000, parmi lesquels 69.521.000 de Russes. nous ne pouvons pas y voir l'expression des forces dont le panrussisme disposerait pour les lancer contre l'Europe ; parce qu'il faut en déduire d'abord les nations qui, quoique slaves, appartiennent à la civilisation européenne, savoir : les Polonais 11.024.000 (nous donnons le chiffre adopté par les panslavistes, bien que la population polonaise en Russie, en Autriche-Hongrie et en Allemagne, dépasse certainement 13.000.000) ; les Tchéco-Moraves 4.865.000 ; les Croates 2.496.000 ; les Slovaques 2.224.000 ; les Slovènes 1.290.000 et les Vendes 280.000 ; ce qui fait ensemble 22.185.000 de Slaves qui ne sont pas disposés à suivre la Russie dans sa « fédération panslave ». Il ne faut pas oublier non plus la grande erreur, pour ne pas dire fourberie, que commettent les statistiques russes en englobant sous la dénomination de *Russes*, les Ruthènes habitant la Galicie et les provinces du Sud-Ouest de la Russie. C'est un peuple qui possède une individualité tout-à-fait distincte, qui n'appartient même pas à la religion orthodoxe, mais au culte dit grec-uni (*Uniates*) et qui ne doit pas être confondu avec les Russes. Selon MM. Komarov et Sarjanko, il y a, en Autriche-Hongrie, 3.096.000 de ses prétendus Russes, c'est-à-dire Ruthènes ; les panslavistes de Moscou ne donnent pas le chiffre de cette population dans le Royaume de Pologne et dans les provinces Sud-Ouest de la Russie, mais ce chiffre n'est pas moindre à 3.000.000. Il faut donc ajouter encore environ 6.000.000 au chiffre indiqué plus haut de 22.185.000 ce qui fera 28 millions de Slaves attachés à la civilisation européenne. Après y avoir ajouté encore 1 million de Roumains de la Bessarabie que les sources moscovites accaparent sous la dénomination générale de Russes. nous arrivons à ce résultat que les 98 millions dont le panrussisme prétend disposer, se réduisent à 69 millions, contre 268 millions

D'autre part, les derniers événements en Bulgarie ont démontré combien même les Slaves d'Orient, que la Russie croit être ses obligés, résistent aux envahissements russes. Il est évident, d'ailleurs, que tout peuple ayant le sentiment de sa nationalité distincte, luttera de toutes ses forces pour la maintenir, qu'il n'acceptera pas de bon gré le panrussisme, même sous la forme la plus alléchante de la grande fédération slave.

Quant aux Slaves du centre de l'Europe, ils y résisteront avec la plus grande énergie, parce qu'ils savent qu'il y va non seulement de leur nationalité, mais aussi de leur civilisation.

Voilà les éléments puissants dont l'Europe peut disposer pour sa défense contre le panrussisme.

M. Danilewsky et ceux qu'il représente donnent le mot d'ordre d'une lutte finale du panrussisme contre tout ce qui est l'Europe.

Eh bien, si nous faisons la part de ce qui est l'Europe et de ce qui ne l'est pas ; si nous ne nous arrêtons pas à l'étiquette de Slave qu'on veut appliquer aux nationalités slaves qui font partie intégrante de la civilisation occidentale ; si nous ne recherchons que la cohésion de toutes les forces qui représentent le génie européen et résistent aux tendances asiatiques de la Russie, — cette lutte, que M. Danilewsky regarde comme inévitable, sera la lutte finale, non pour l'Europe, mais pour le panrussisme.

d'Européens qui combattront les visées russes. Enfin, nous devons rappeler qu'une grande partie du Sud de la Russie est habitée par des Petits-Russiens (*Maloross*) qui aspirent à avoir une nationalité distincte.

LA RUSSIE ET L'EUROPE

RÉSUMÉ

I

Les trois premiers chapitres de l'ouvrage servent en quelque sorte d'introduction ; l'auteur y résume les principaux événements politiques de ce siècle, dont il tire les conclusions qui l'ont amené à examiner les questions qu'il veut résoudre.

L'auteur prend comme point de départ la différence entre l'attitude de l'Europe pendant la guerre de Crimée (1854) et celle que les Puissances ont eue pendant la guerre du Schleswig-Holstein² (1864). Cette dernière guerre, dit M. Danilewsky, a ébranlé l'équilibre européen, qui fut détruit ensuite par la formation de l'Empire germanique ; la guerre de 1866 a été le dernier pas, absolument décisif, vers la formation de l'Empire. Mais cette guerre intéresse l'auteur moins par les conséquences qu'elle a eues pour l'Europe que par l'attitude que les Puissances ont prises alors et qu'il compare à celle qu'elles avaient gardée en 1854. M. Danilewsky reconnaît que, d'après les traités,

² La guerre de 1864 a opposé le Danemark à la Prusse et à l'Autriche. Le Danemark dut laisser le contrôle du Schleswig-Holstein à la Prusse, qui se tourna ensuite contre l'Autriche en 1866. (*Note de la BRS.*)

l'Allemagne avait le droit d'exiger une Constitution particulière pour le Schleswig ; il admet que la Prusse avait des raisons pratiques pour faire cette guerre (la nécessité de posséder Kiel) ; il reconnaît encore que le Danemark avait *absolument* tort ; il considère cependant la guerre de 1864 et ses résultats comme contraires aux traités, comme un coup porté aux « usages diplomatiques, comme une violence aux formes admises dans les rapports internationaux. » (p. 6 et 9). Malgré cela, l'Europe n'a pas eu le courage de protester avec fermeté.

Quelle différence entre cette attitude et celle que les Puissances ont adoptée en 1853, lors du conflit russo-turc. La Russie voulait à tout prix avoir le protectorat des orthodoxes de Turquie, protectorat légitime et dont elle a absolument besoin ; les orthodoxes qui constituaient la grande majorité de sujets chrétiens de la Porte, étaient lésés dans leurs droits par les chrétiens catholiques très peu nombreux, puisque la clé du Saint Sépulcre avait été remise à ces derniers, alors que les premiers la possédaient *ab antiquo* ; « on ouvrait ainsi un champ libre aux intrigues du latinisme qui sait toujours bien apprécier et exploiter les avantages une fois conquis et ne s'en contente jamais. » (p. 12).

Les demandes de la Russie étaient des plus justes et fondées sur la tradition de semblables protectorats dans les rapports internationaux et sur les traités ; cependant ces demandes ont provoqué la levée de presque toute l'Europe contre la Russie. Pendant la guerre, bien qu'elle ne fût pas une attaque d'un plus fort contre un plus faible, comme c'était le cas en 1864, l'opinion publique européenne fut

contre la Russie. On peut même dire que ce n'est ni la diplomatie ni les gouvernements qui avaient provoqué la guerre de Crimée, mais bien plutôt l'opinion publique européenne. » Les gouvernements européens, dit l'auteur, doivent compter avec l'opinion publique qui les force, parfois, à agir. C'est ce qui est arrivé dans la question d'Orient (p. 18). Le gouvernement anglais, c'est-à-dire le cabinet Aberdeen, gardait envers la Russie une attitude non seulement pacifique, mais amicale ; on peut en dire autant de la plupart des gouvernements allemands. C'est seulement la puissance de l'opinion publique qui a forcé l'Angleterre à faire la guerre et le ministère dut se retirer parce qu'il ne la conduisait pas avec assez d'énergie. L'opinion publique en Prusse et dans les autres pays germaniques était au même degré, si ce n'est davantage, hostile à la Russie. Si l'opinion publique n'a pas entraîné les États allemands, ce n'est que parce qu'elle y est moins puissante qu'en Angleterre. Chaque victoire remportée, non seulement par les Puissances occidentales, mais même par les Turcs, était fêtée comme un succès de la cause générale européenne.

« Quant à la France, il est vrai que son nouveau gouvernement cherchait l'occasion d'une guerre ; mais pourquoi a-t-il choisi précisément cette guerre-là, qui ne pouvait lui donner aucun avantage positif et qui était même contraire aux intérêts français bien compris ? C'est qu'il savait que cette guerre serait la plus populaire en Europe, la seule qui pût réconcilier les Puissances avec la dynastie Napoléonienne laquelle soulevait partout des méfiances et des inimitiés ; le résultat a pleinement justifié ces prévisions.

« Ainsi donc, dans cette affaire, l'opinion publique européenne était infiniment plus hostile à la Russie que ne

l'étaient les sphères diplomatiques et gouvernementales des États occidentaux... »

Il en a été tout autrement dans la question du Danemark.

« ... Pourquoi ces deux poids et ces deux mesures lorsqu'il s'agit de la Russie et lorsque le reste des États européens est en jeu ? » (p. 19).

C'est parce que, conclut l'auteur, l'Europe est hostile à la Russie qu'elle ne considère pas comme « sienne ». Pourquoi ? Le chapitre II répond longuement à cette question.

« Jetez les yeux sur la carte — me disait un jour un étranger — pouvons-nous ne pas sentir que la Russie nous écrase par sa masse ? C'est un nuage, menaçant comme un cauchemar. « Oui ! il y a de l'écrasement... sur la carte ; mais où est-il en réalité et comment s'est-il manifesté ? La France sous Louis XIV et sous Napoléon, l'Espagne sous Charles V et sous Philippe II, l'Autriche sous Ferdinand II, pesaient réellement sur l'Europe et menaçaient de détruire le libre développement des différentes nationalités ; il a fallu beaucoup d'efforts pour se débarrasser de cette oppression. Mais y a-t-il quelque chose de semblable dans l'histoire de la Russie ? Il est vrai qu'elle se mêlait parfois des affaires de l'Europe, mais quelles en étaient les causes ? En 1799, en 1805, en 1807, l'armée russe combattait, avec diverses chances, non pour l'intérêt russe, mais pour les intérêts européens. Après avoir détruit une armée de 500.000 hommes et rendu par là un grand service à la liberté de l'Europe, la Russie ne s'arrête pas, contrairement à ses intérêts, — c'est l'opinion de Koutouzoff exprimée en 1813 et, en général, celle de tout le parti russe d'alors, — elle combat pendant deux ans pour l'Allemagne et pour l'Europe ; après avoir renversé Napoléon I, elle défend la France

contre les représailles de l'Europe, comme elle a débarrassé l'Europe de l'oppression de la France. Trente ans après, encore contrairement à ses intérêts, elle sauve l'Autriche de la décomposition définitive. On sait de quelle reconnaissance elle a été payée par les gouvernements et les peuples de l'Europe. Mais peu importe. Là se borne cependant toute la participation active de la Russie dans les affaires de l'Europe, à l'exception de son immixtion sans aucun but dans la guerre de sept ans... Mais ces enseignements de l'histoire ne convainquent personne. » (p. 20-21).

Malgré cela, l'Europe ne cesse de reprocher à la Russie d'être une Puissance conquérante, une sorte d'Ariman politique, une Puissance malfaisante, hostile au progrès et à la liberté...

L'auteur s'attache à prouver que la Russie n'est pas une puissance conquérante. C'est là un des passages les plus curieux et les plus caractéristiques de son ouvrage.

M. Danilewsky donne d'abord la définition du terme « conquête ».

« La conquête, dit-il, c'est un assassinat politique ou du moins c'est un crime ayant pour résultat d'estropier l'organisme d'une nation. Comme l'expression « *assassinat politique* » est employée dans un sens spécial, disons plutôt un assassinat national. Bien que cette définition soit une métaphore, elle n'en est pas moins exacte et claire. Dans la suite, nous aurons l'occasion d'exposer avec plus de développement nos idées sur la signification du mot « nationalité » ; pour le moment, il nous suffira d'émettre un aphorisme qui, du reste, de nos temps, ne demande pas de preuves spéciales, car il est partagé, théoriquement du moins,

par la plupart de ceux qui pensent, à savoir : *que toute nationalité a droit à une existence propre et indépendante, en tant seulement qu'elle manifeste la conscience de cette existence et y aspire.* (p. 23).

« À ce point de vue, dit M. Danilewsky, on ne peut reprocher à la Russie des tendances de conquête par rapport à toutes ces nations privées de culture qui, du reste, sont passées sous sa domination soit à la suite de l'occupation de territoires presque sans population, soit à la suite de la colonisation de territoires acquis pour la plupart par la voie pacifique... Dans ces conditions, il n'y a pas eu conquête. Il n'y a eu ni assassinat, ni blessures ; à l'égard de pareilles peuplades, il ne saurait en être question. Le terme de « conquête » (en russe : *zavoïevanié*, du mot *voïna*, guerre) impliquant la guerre, il ne saurait être appliqué à l'établissement de la domination (en russe : *podtchinit*, rendre soumis sur ces peuplades, qui ne manifestent même pas de résistance, pourvu qu'on ne touche pas à leurs droits personnels, à leurs droits de possession et à leurs autres droits civils. Ces droits restant intacts, les peuplades en question n'ont même rien à défendre » (p. 24).

L'auteur passe en revue toutes les conquêtes territoriale de la Russie, en commençant par la Finlande.

« La possession de la Finlande, dit il, est un des crimes politiques dont l'Europe accuse la Russie. Cependant, il n'y a eu ici absolument aucune conquête. Le peuple finnois (en russe « *plemia* » mot qui équivaut à celui de « *gens* » en latin), qui habite la Finlande, n'a jamais vécu d'une vie historique. Or, comme il n'y a pas eu de violation de l'indépendance nationale, les raisons politiques — comme celles d'arrondir les frontières géographiques, d'augmenter la sé-

curité stratégique, etc. — qui, par elles-mêmes, ne peuvent pas justifier l'annexion d'un pays, deviennent absolument légitimes (littéralement « reçoivent leur application légale »).... En outre, en ce qui concerne la Finlande, la Russie a raison au point de vue de la forme. Elle a acquis et conquis le droit à un dédommagement territorial, pécuniaire ou autre, sous la seule condition de ne pas toucher à la Suède elle-même. L'annexion de la Finlande, non seulement ne lésait aucun droit essentiel de personne, mais encore elle était exigée par les intérêts de la Finlande elle-même, c'est-à-dire de sa population finnoise, plus que par les intérêts de la Russie (p. 25). La faible Suède aurait dû tendre à dénationaliser les Finnois, elle n'aurait pu leur laisser assez de liberté pour leur développement indépendant, tandis que la puissante Russie pouvait facilement renoncer à tirer des avantages de ce pays ; elle n'avait pas besoin de faire des efforts pour confondre la nationalité finnoise avec la nationalité de l'État ; elle pouvait, au contraire, lui donner toute liberté de développement, en se contentant de voir dans la Finlande un pays neutre et bien disposé à son égard, au lieu de la voir hostile, comme il l'aurait été sous la domination suédoise³. Ce n'est que depuis l'annexion de la Finlande à la Russie que la nationalité finnoise a commencé à se réveiller. Ce que la Russie a fait à cet égard sera un jour favorablement apprécié par les esprits impartiaux ».

Sans s'arrêter à l'Ingermanland, « au sujet duquel les attaques contre la Russie sont moins vives, » l'auteur passe aux provinces Baltiques (*die deutschen Ostsee-Provinzen*).

³ Cette argumentation est peu en harmonie avec la russification à outrance entreprise récemment en Finlande.

La possession de ces provinces, d'après M. Danilewsky, possède encore moins le caractère d'une conquête que celle de la Finlande. Ce ne furent jamais des pays allemands, appartenant à l'État germanique ; au contraire, c'est une possession séculaire russe, ou Iaroslav fonda la ville de Iuriew, appelée plus tard Derpt (Dorpat). Le contingent principal de la population n'est pas allemand, il est estono-letton ; les Allemands n'y sont que des nouveaux venus, des aventuriers envahisseurs (p. 26) « La Russie n'a jamais reconnu l'invasion de ces nouveaux venus ! »

« ... Et, lorsque les Moscovites eurent réuni sous leur domination la Russie (Russ), ils ont considéré comme leur premier devoir de détruire dans ces provinces le nid de la chevalerie et de rendre aux Russes leur patrimoine. »

Il y a plus, l'annexion de ces pays n'a pas été effectuée contre le gré de ces nouveaux venus, mais sur leur propre demande, par les soins et avec « l'aide du représentant de la noblesse baltique, de l'héroïque Patkul. » (p. 27).

L'auteur est encore moins embarrassé pour justifier l'annexion des provinces appelées : « le Pays Nord-Ouest » et le « Pays Sud-Ouest » — anciennes provinces polonaises, — la Lithuanie, la Russie-Blanche et la Petite-Russie. Toutes ces provinces sont des pays « russes » ; la Russie ne les a donc pas conquises, parce qu'on ne peut conquérir ce dont on est propriétaire, ce qui a toujours été tel et ce que tout le peuple russe a toujours considéré comme sien.... « Les provinces Nord-Ouest et Sud-Ouest sont des pays russes au même titre que Moscou elle-même. » (p. 28).

C'est maintenant le tour de la Pologne... L'auteur considère que cette question doit être examinée plus longuement, parce que, « *en apparence*, ce fut un assassinat natio-

nal et par conséquent une conquête. » Il ne trouve pourtant aucune difficulté à prouver qu'il n'y a pas eu là, non plus, de conquête, ou du moins que la conquête ne fut qu'« apparente.... »

D'abord, dit-il, la Russie n'a repris à la Pologne que ce qui lui appartenait, à savoir la Russie-Orientale (Ruthénie) qui ne s'était jamais résignée à faire partie de la Pologne ; puis la Russie Occidentale, qui, lors de l'invasion tartare, avait été violemment annexée à la Lithuanie, laquelle elle-même s'était bientôt « russifiée » et fut annexée à la Pologne par la violence, à la suite de l'union de Lublin.

Ce que la Russie a repris à la Pologne, comme sa propriété historique, elle aurait pu le reprendre cent ans plus tôt, c'est-à-dire sous le règne d'Alexis Mihailovitch. Cela aurait été un énorme avantage pour la Russie, car alors dans les « têtes russes *n'errait encore aucune idée humanitaire et ce pays aurait été définitivement gagné à l'orthodoxie et à la nationalité russe....* » Mais cette affaire qui, sous Alexis, n'aurait provoqué aucune protestation de la part de l'Europe et aurait été considérée comme juste, n'a pas été réglée alors et l'occasion pour la régler ne s'est présentée que cent ans plus tard, sous Catherine II.

Il est curieux de savoir, se demande le publiciste russe, « pourquoi ce qui était légitime au milieu du XVII^e siècle, est devenu une iniquité à la fin du XVIII^e. Ici et là, les motifs de la guerre étaient absolument les mêmes, à savoir l'oppression de la population orthodoxe qui réclamait l'assistance de sa sœur la Russie. Et si la remise de Smolensk et de Kiew était juste, pourquoi serait injuste la remise de Vilno, de la Podolie, de Polock, de Minsk et même de la Galicie, laquelle, malheureusement, n'a pas été ren-

due ? Cependant la participation de la Russie dans les partages de la Pologne se bornait là. Il est vrai que la forme était autre. Pendant ces cent ans, la Russie avait eu le bonheur d'entrer dans le système des Puissances européennes et elle avait les mains liées. Si ce que tu reprends est à toi ou non, si c'est ton patrimoine ou non, peu importe, lui disaient ses voisins, le principal c'est que tu te fortifies, et nous devons nous fortifier dans la même mesure. La situation était telle que la Russie n'aurait pas pu reprendre ce qui justement lui revenait, si, en même temps, elle n'avait pas permis à l'Autriche et à la Prusse de s'emparer de la Pologne proprement dite, et même d'une partie de la Russie — la Galicie, — pays auxquels ni l'une ni l'autre de ces Puissances n'avait aucun droit. L'initiative du partage de la Pologne a été donnée — comme on le sait — par Frédéric, et la Russie n'avait aucun intérêt à priver la Pologne de son existence politique dans ses légitimes frontières.... Mais, pour cela, la Russie ne pouvait pas s'aventurer dans une guerre avec la Prusse et l'Autriche. N'est il donc pas évident que tout ce qu'il y a eu d'injuste dans le partage de la Pologne, ce qui a constitué l'assassinat de la nation polonaise, retombe sur la conscience de la Prusse et de l'Autriche et nullement sur celle de la Russie qui s'est bornée à reprendre ce qui lui était justement dû et ce qu'elle avait le devoir de reprendre ? Cependant, il se trouvera peut-être des esprits humanitaires qui diront que la générosité dictait à la Russie de renoncer plutôt à ce qui lui était légalement dû que d'adhérer au partage de la Pologne. Mais ce serait là le seul reproche que l'on pourrait faire à la Russie, même au point de vue du donquichottisme le plus exagéré. » (p. 29-30).

Suit une curieuse théorie de moralité politique, tendant à justifier les procédés de la Russie à l'égard de la Pologne.

Les griefs contre la Russie, par rapport à la Pologne, se basent sur les lois de la morale chrétienne. « Cependant l'application de ces lois dans les rapports internationaux, ferait une étrange confusion et prouverait l'ignorance absolue de l'existence des règles d'une morale supérieure. Demander, dans ces rapports, une façon morale d'agir, c'est demander à l'État de sacrifier ses propres intérêts... La seule justification du sacrifice de l'individu c'est l'immortalité, l'éternité de l'âme humaine. » Si cette immortalité n'existait pas, le sacrifice serait quelque chose d'absurde... « Or, l'État et la nation sont des phénomènes passagers, n'existant que pendant un certain temps ; les exigences donc et les besoins de leur existence temporaire doivent être pris pour base de leurs actions, c'est-à-dire de leur politique... La doctrine utilitaire de Bentham, la saine appréciation du profit, voilà la seule loi fondamentale de la politique extérieure, des rapports entre les États. Il n'y a pas ici de place pour l'amour et le sacrifice !... » (p 31-32).

« Ainsi, le partage de la Pologne, en ce qui concerne la participation de la Russie, a été parfaitement juste et légitime... Si la Russie a commis une faute, une injustice, c'est seulement lorsqu'elle a permis que la Galicie ne lui fût pas annexée. » (p. 33).

Mais, poursuit l'auteur, dans les partages suivants de la Pologne, notamment après le Congrès de Vienne, la Russie a été mise dans la nécessité de s'emparer d'une partie de la véritable Pologne. Oui, malheureusement, la Russie possède une partie de la véritable Pologne. « Mais ce n'est nullement là une conquête ; nous ne possédons cette partie

qu'à la suite de notre générosité sentimentale... (p. 33) » Et l'auteur s'explique : Alexandre I^{er}, pour réaliser ses rêves de jeunesse de reconstituer la nationalité polonaise, demanda au Congrès de Vienne d'accorder l'indépendance constitutionnelle à la partie de la Pologne appelée „La Pologne du Congrès” (le Royaume de Pologne formé en 1815) et il voulut effacer ainsi le crime qu'aurait commis sa grande aïeule... Hardenberg qui, en sa qualité de Prussien, connaissait bien les affaires polono-russes, décida les diplomates à y accéder, en leur prouvant que cette combinaison était absolument nuisible à la Russie et à ses intérêts... » (p. 34).

« L'époque de 1815 à 1830, pendant laquelle le Royaume de Pologne eut une administration indépendante, son armée, ses finances, ses formes constitutionnelles, fut, sans conteste, sous le rapport matériel et moral, la plus heureuse page de l'histoire de la Pologne. » Les insurrections y éclataient cependant, parce que la Russie, malgré sa grande indulgence, mettait systématiquement des obstacles à la polonisation et à la latinisation de la Russie occidentale, ce qui était toujours la tendance principale de l'intelligence polonaise ; la preuve évidente en est dans ce fait que les insurrections étaient principalement dirigées contre la Russie et non contre l'Autriche et la Prusse. Ce fut là la cause de l'insurrection de 1830 et de celle de 1863. (p. 35).

L'auteur passe à la *Bessarabie*. Voici la traduction littérale du passage qui s'y rapporte :

« À l'angle sud-ouest de la Russie se trouve la Bessarabie, encore une de ses nouvelles acquisitions. Ici, les populations chrétiennes orthodoxes ont été arrachées des mains des envahisseurs sauvages et barbares, les Turcs ; le peuple

fête cet événement historique comme marquant sa délivrance de l'esclavage. Si c'est là une conquête, alors Cyrus aussi, en délivrant les Juifs de la captivité de Babylone, les a conduis. Cela ne mérite pas d'être discuté. » (p. 35). L'auteur croit avoir définitivement tranché cette question embarrassante par les quelques lignes qui précèdent.

De même les steppes de la Russie méridionale ont été arrachés au joug turc par la Russie qui avait sur elles des droits historiques séculaires. Il faut en dire autant de la Crimée... « En fin de compte, on peut admettre qu'il y a eu ici une conquête par les armes d'un État, qu'une nationalité a été privée de son indépendance ; mais quel État et quelle nationalité ! Si j'ai dit que toute conquête est un assassinat national, ici cet assassinat était permis par les lois humaines et divines, car il était commis dans l'état de légitime défense et accompli sous la forme d'un juste châtement. » (p. 36).

Quant au Caucase, les petits États chrétiens de ce pays, depuis Ivan-le-Terrible, implorait la Russie de les secourir et de les annexer. La prise en possession des khanats mahométans de la Crimée (ceux de Kuban, de Bakou, de Schirvan, de Schekin, de Gandjine et de Talischin) pourrait être considérée, à la rigueur, comme une conquête ; mais les populations n'ont fait qu'y gagner. Il est vrai que, grâce à l'annexion à la Russie du pays des montagnards du Caucase, plusieurs peuplades indépendantes — sinon plusieurs États — ont disparu et, après les partages de la Pologne, c'est la guerre avec les montagnards caucasien et puis la récente et définitive soumission du Caucase qui ont provoqué en Europe le plus de mécontentements et de plaintes contre la Russie ; mais l'Europe s'efforce d'ignorer que

cette conquête était une grande victoire de la civilisation humanitaire en général et que cette annexion perd son caractère de conquête, précisément à cause de la mission civilisatrice de la Russie au Caucase (p. 37).

Il faut remarquer ici que M. Danilewsky admet la mission civilisatrice de la Russie, mission, nous le verrons plus tard, qu'il répudie de la façon la plus énergique.

Naturellement, en présence de ces déductions, l'auteur croit « qu'il n'est même pas nécessaire de parler de la Sibérie. En effet, quelle conquête y a-t-il eu, quels sont les États et les nations qu'on y a soumis ? » (p. 38).

Voici sa conclusion : « Ainsi, en fait de conquêtes de la Russie, tout en torturant le sens de ce mot, on ne saurait appeler ainsi que le Turkestan, les montagnes du Caucase, cinq ou six districts du Pays Transcaucasien et — si on le veut absolument — la péninsule de Crimée. Cependant, en examinant cette question d'après la conscience et en toute justice, nous voyons qu'il n'y a pas une seule possession russe dont on puisse dire qu'elle a été conduite, dans le sens mauvais, anti-national de ce mot. Y a-t-il beaucoup de Puissances dont on puisse en dire autant ?.... » (p. 39).

Nous avons analysé plus longuement les premiers chapitres de l'ouvrage, pour indiquer le point de vue auquel se place l'auteur pour apprécier les faits historiques.

M. Danilewsky suit le même système pour démontrer que les guerres faites par la Russie n'avaient, en général, aucun caractère de conquête et que la Russie n'a jamais eu l'intention de conquérir quoi que ce soit. Toutes les guerres, jusqu'à l'époque de Pierre, dit-il, eurent un caractère défensif ou tendaient à reprendre ce qui, dans des moments critiques, avait été ravi à la Russie par ses voisins. Pendant

tout le règne de Catherine-la-Grande, la Russie ne se mêlait pas dans les affaires européennes, étant occupée à atteindre ses buts qui, nous l'avons vu, étaient légitimes. C'est seulement à partir du règne de Paul que commencent les guerres européennes proprement dites auxquelles la Russie prit part. La guerre de 1799 était un acte « de la plus haute générosité politique, un acte de désintéressement, un acte chevaleresque dans le genre des chevaliers de Malte ». (p. 39).

Les guerres de 1805 et 1807 ont eu le même caractère.

L'année 1812 n'était qu'une lutte pour les intérêts de l'Europe. Combien la Russie s'est sacrifiée alors aux intérêts européens, on peut en juger par la perspective qui s'ouvrait devant elle si elle avait voulu se mettre du côté de Napoléon contre l'Europe. Napoléon y comptait, croyant que la Russie apprécierait bien ses intérêts à elle. « Et, en effet, que n'eût pu obtenir la Russie, alliée à Napoléon, si elle avait voulu exploiter les événements dans son intérêt exclusif ! Un concours zélé prêté à Napoléon, en 1809, aurait certainement donné à la Russie la Galicie ; une guerre énergique contre la Turquie lui aurait apporté, non seulement la *Moldavie* et la *Valachie*, mais encore la Bulgarie, et lui aurait encore permis de créer un État serbe indépendant avec l'adjonction de la Bosnie et de l'Herzégovine. Napoléon ne voulait qu'une chose : que les possessions russes ne dépassassent pas les Balkans ; mais Napoléon n'était pas éternel. Il aurait même certainement sacrifié le Duché de Varsovie qu'il ne considérait que comme une menace contre la Russie... » (p. 41). Mais la Russie se comportait avec trop de générosité à l'égard des intérêts européens ; elle leur sacrifiait ses propres intérêts à elle ; c'est précisé-

ment pour cela qu'elle n'a pas obtenu ce qu'elle aurait pu obtenir et qu'elle a été menacée d'un coup mortel que Napoléon voulait lui porter par la reconstitution de la Pologne dans ses anciennes limites. Napoléon l'a confirmé lui-même, en disant, en 1813 : « Le plus simple et le plus sage serait de s'entendre avec Alexandre. La reconstitution de la Pologne n'a été pour moi qu'un moyen et non un but. En satisfaisant la Russie aux dépens de la Pologne, nous avons le moyen d'humilier et d'anéantir l'Autriche »⁴. La fin de la guerre avec Napoléon prouve aussi que la Russie, en l'entreprenant, n'avait pas en vue ses propres intérêts. Après le premier acte de cette lutte, elle aurait pu tout obtenir, en faisant alliance avec Napoléon. Il n'y avait pour Alexandre rien de plus facile que de faire une nouvelle édition de Tilsit, comme le voulaient Koutouzoff et d'autres hommes marquants de l'époque, avec cette seule différence que, cette fois, Alexandre aurait eu la situation prépondérante. (p. 42).

Quatorze ans après le traité de Paris, en 1828, lorsque l'armée russe se trouvait sous les murs de Constantinople et lorsque l'Europe était dans une telle situation qu'elle ne pouvait compter que sur la générosité de la Russie pour décider du sort de l'Empire ottoman, qu'a fait la Russie ? A-t-elle alors pris quelque chose ? « Et pourtant il lui aurait suffi d'un mot pour s'annexer la *Moldavie* et la *Valachie*, il n'y avait pas même besoin de ce mot ; la Turquie elle-même proposait à la Russie ces Principautés en paiement de la dette encore non amortie. Mais l'Empereur Nicolas a rejeté cette proposition. » (p. 43).

⁴ Bogdanovitch. *Histoire de la guerre de 1813*. Vol. 1, p. 2.

L'état de l'Europe en 1848 déliait les mains de la Russie pour atteindre ses buts de conquête, si elle en avait eu. Au lieu de cela, elle sauva un voisin, le même précisément qui est l'ennemi le plus acharné de ses conquêtes en Turquie. Il y a plus : « après la campagne de Hongrie, il y avait des motifs suffisants pour déclarer la guerre à la Turquie. Les troupes russes occupaient la Moldavie et la Valachie ; les Slaves turcs se seraient soulevés au premier signe de la Russie. En a-t-elle profité ? » Enfin, même en 1853, si la Russie avait agi avec décision et promptitude, avant que la Turquie et ses alliés européens fussent prêts, elle aurait obtenu tout ce qu'elle voulait.

Ainsi, « la composition de l'État russe, ainsi que les guerres que la Russie a faites, les buts qu'elle poursuivait, et surtout le fait qu'elle n'a pas profité des circonstances qui se sont présentées à tant de reprises, — tout témoigne que la Russie n'est pas ambitieuse, qu'elle n'est pas un État conquérant ; que, au contraire, dans la dernière période de son développement, elle sacrifiait ses propres intérêts les plus légitimes à ceux de l'Europe ; souvent même, elle croyait de son devoir d'agir, non comme un organisme autonome, ayant ses propres destinées et trouvant en lui-même la justification suffisante de ses tendances et de ses actes, mais comme une force asservie... D'où donc et pourquoi, je le demande, cette méfiance, cette injustice, cette haine à l'égard de la Russie de la part des gouvernements et de l'opinion publique de l'Europe ? » (p. 44).

Le second grief, mis en avant contre la Russie par l'Europe, est qu'elle est l'ennemie du progrès et de la liberté ; ce grief est tout aussi injuste. L'auteur s'étend dans de longs développements, mais il ne produit, pour tout argu-

ment, que des généralités. L'argument qui, pour l'auteur, semble concluant, est que lorsque la Russie eût aboli le servage et fut entrée, sous Alexandre II, dans la voie des réformes libérales, elle n'a pas gagné par là les sympathies de l'Europe... Par conséquent, ce n'est pas le reproche fait à la Russie à ce sujet, reproche d'ailleurs absolument injuste, qui est la cause des dispositions hostiles à l'égard de cet Empire. Est également ridicule, l'opinion partagée par plusieurs Russes, que c'est l'ignorance de ce qui se passe en Russie, qui est la cause de l'attitude hostile des États et des nations européennes. (p. 49-50). Au contraire, l'Europe, si elle le veut, peut parfaitement connaître la Russie ; elle la connaît même, mais elle ne sera jamais juste à son égard, car son hostilité a pour origine des causes beaucoup plus profondes. Ces causes, M. Danilewsky les explique comme il suit.

« L'Europe ne nous reconnaît pas pour siens. Dans la Russie et dans le slavisme, elle voit quelque chose d'étranger et, en même temps, quelque chose qui ne se prête pas à être la matière brute dont elle puisse tirer ses profits, comme elle en tire de la Chine, des Indes, de l'Afrique et d'une grande partie de l'Amérique... C'est pourquoi l'Europe voit dans le slavisme un élément non seulement étranger mais hostile..... » (p. 50). S'il en est ainsi « peut-on parler d'impartialité et de justice ? Le but ne justifie-t-il pas les moyens ! N'est-ce pas ce principe que propagent les Jésuites et les Mazzinistes, la vieille et la nouvelle Europe ? Le Schleswig-Holstein, soit-il allemand ou danois, restera toujours européen ; la modification amènera, il est vrai, un petit déplacement de la balance politique, mais cela vaut-il qu'on en parle ?... La balance peut pen-

cher vers Sparte ou vers Athènes, mais c'est toujours la Grèce qui règnera. Il en est autrement lorsqu'il s'agit de l'extension de l'influence d'un monde étranger, hostile, *barbare*. Oh ! alors, on ne peut le permettre, même si cette influence ne s'étend que dans des limites légitimes d'après toutes les lois divines et humaines. Ne pas le permettre, voilà la cause commune à tous ceux qui se sentent être l'Europe ! Dans ce cas, on peut s'allier même au Turc et remettre entre ses mains le drapeau de la civilisation. C'est là la seule explication des deux poids et des deux mesures employés par l'Europe, selon que l'affaire concerne la Russie (et en général la race slave) ou les autres peuples européens... »

« Il n'y a même là-dedans rien de conscient, rien dont l'Europe puisse se rendre compte elle-même. La cause de ce phénomène est plus profonde. Elle a sa source dans les mystères impénétrables des sympathies et des antipathies de races qui constituent l'instinct historique des peuples et les conduisent, à leur insu sinon malgré eux, vers des buts inconnus ; l'histoire, en traits généraux, n'est pas la résultante de la volonté de l'homme, elle lui sert seulement de canevas pour produire des dessins différents... » (p. 51).

Bref, la seule explication suffisante de l'injustice et « de la haine politique et sociale de l'Europe à l'égard de la Russie et du slavisme, c'est que la première les considère comme quelque chose non seulement d'étranger, mais encore d'hostile. Pour un observateur impartial, c'est là un fait incontestable... » (p. 53).

Mais, se demande M. Danilewsky, cette opinion, en partie consciente, et ce sentiment instinctif, en partie incons-

cient, de la différence entre la Russie et l'Europe, sont-ils fondés ?

La Russie est-elle ou n'est-elle pas l'Europe ?

L'auteur, pour répondre à cette question, commence d'abord par prouver que le terme Europe n'est pas exact. Dans le sens géographique, l'Europe ne constitue pas une partie séparée du monde... Suit une longue argumentation que nous ne reproduisons pas, car elle ne constitue pas la caractéristique de ce chapitre. La conclusion en est que, dans le sens géographique, « l'Europe n'existe pas ; il n'y a que la péninsule occidentale de l'Asie qui, au commencement, étant dans un contact plus intime avec le continent principal, n'en différait pas plus que n'en diffèrent les autres péninsules asiatiques, mais qui, vers ses confins occidentaux, est de plus en plus partagée et démembrée »... Or, à la question de savoir si la Russie est l'Europe ou non, dans le sens géographique, on peut répondre comme on veut : « elle peut l'être ou non, elle peut l'être partiellement et autant que cela vous convient... » (p. 58-59).

Mais, en dehors du sens géographique qui est inexact, le terme « Europe en a encore un autre, qui est bien défini et très important, le sens culturo-historique. Qu'est-ce que l'Europe dans ce sens là ? La réponse est catégorique et positive. L'Europe, c'est le terrain de la civilisation germano-romane ; rien de plus, rien de moins, ou, pour employer la métaphore usitée, l'Europe, c'est la civilisation germano-romane. Ces deux expressions sont synonymes. Mais est-ce la civilisation germano-romane qui, à elle seule, équivaut à l'idée que présente le mot Europe ? N'est-il pas plus juste de considérer ce mot comme le synonyme du terme, la civilisation humaine en général, ou, du moins, ce mot ne signi-

fié-t-il pas la plus haute expression de cette civilisation ?... N'est-ce pas sur le même terrain européen que sont nées les civilisations grecque et romaine ? » L'auteur croit que non. La civilisation grecque est née sur les bords de l'Asie-Mineure (la preuve en est l'origine asiatique d'Homère, créateur de la poésie grecque, de Thalès, fondateur de la philosophie grecque, d'Hérodote, d'Hippocrate, etc.) et quoiqu'elle se soit développée, pendant un certain temps, sur un petit morceau du continent européen, elle a pris son développement, non en Europe, mais à Alexandrie. C'était une civilisation au même titre asiatique et africaine qu'européenne ; c'était la civilisation du bassin de la Méditerranée, sans distinction de la partie du monde à laquelle appartenaient les terres qui l'entouraient.

La civilisation romaine était également différente de la civilisation actuelle du centre de l'Europe. Les Romains, comme les Grecs, opposaient leurs pays civilisés aux pays barbares, en comprenant parmi les premiers les rives de la Méditerranée, tant européennes qu'asiatiques ou africaines, et parmi les seconds tout le reste du monde ; les Germano-Romains font de même en opposant leurs pays, dans le sens culturo-historique, à d'autres pays de la terre. Dans le sens culturo-historique, l'Europe est, pour la civilisation germano-romane, ce que le bassin de la Méditerranée était pour la civilisation greco-romaine. Il ne s'ensuit pas que l'Europe soit le terrain exclusif de la civilisation germano-romane et ce n'est que depuis le développement de celle-ci que le mot « Europe » a pris la signification dans laquelle il s'emploie aujourd'hui. (p. 59-60).

Or, dans ce sens, la Russie est-elle l'Europe ?

« À regret ou avec satisfaction, heureusement ou malheureusement, dit M. Danilewsky, il faut avouer que, dans ce sens la Russie n'est pas l'Europe. Elle ne s'est pas nourrie des racines dont l'Europe buvait les sucres bienfaisants et nuisibles sur l'emplacement même où s'était écroulé le monde antique ; elle ne s'est pas nourrie, non plus, des racines établies dans les profondeurs de l'esprit germanique »... (p. 60). Pendant tout son développement historique, la Russie n'a pas vécu de la même vie que l'Europe et n'a pris aucune part au progrès civilisateur européen. « Bref, la Russie n'a rien de commun avec ce qui est bon en Europe, ni avec ce qui y est mauvais ; par conséquent, elle ne peut pas être l'Europe. Ni sa modestie, ni sa fierté ne permettent à la Russie de se considérer comme étant l'Europe. Elle n'a pas mérité cet honneur et, si elle veut en mériter un autre, elle ne doit pas prétendre à ce qui ne lui appartient pas. » (p. 61).

L'auteur croit même que, au point de vue russe, il n'y a aucune bonne raison, ni même aucune possibilité, de faire la Russie européenne, de lui faire prendre part à l'accomplissement de la mission civilisatrice de l'Europe. La Russie, devenue européenne, devrait renoncer à la consolidation de sa nationalité, en consentant à la germanisation de ses séculaires provinces Baltiques ainsi qu'à la polonisation et à la latinisation d'une masse énorme d'éléments russes (ruthènes), car c'est à cela précisément que se réduirait son européisation. En un mot, la Russie, dans ses tendances et dans ses actions, devrait renoncer en premier lieu à tout ce qui est essentiellement russe ; elle devrait répéter sans cesse : *Europaeus sum et nihil europaeum a me alienum esse puto.* (p. 61-69).

« Si on reste soi-même, on peut avoir, sur tel ou tel autre point des vues différentes de celles de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre, de l'Italie ; mais si on devient l'Europe... on doit renoncer à tout ce que toute l'Europe considère comme contraire à ses vues et à ses intérêts ; il faut être de bonne foi et remplir les devoirs que cette dignité impose ». (p. 62).

Or, « quel est le rôle que l'Europe nous assigne sur le théâtre historique de l'univers ? Être les émissaires et les propagateurs de la civilisation européenne en Orient — voilà le rôle élevé qui est devenu notre partage, rôle avec lequel notre sœur l'Europe sympathisera, dans lequel elle nous aidera de ses bénédictions et de ses vœux, applaudira à notre action civilisatrice, à la plus grande joie de nos progressistes humanitaires. Bon voyage, en route pour l'Orient ! Mais, permettez, dans quel Orient ? Nous voulons commencer par la Turquie. Quoi de mieux ? C'est là qu'habitent nos frères par le sang et par l'esprit, subissant des tortures et des souffrances et attendant le salut ; nous leur tendons la main, ainsi qu'un devoir sacré nous le dicte. « — Où allez-vous ? Ne vous mêlez pas de ce qui n'est pas votre affaire — nous crie l'Europe — ce n'est pas là votre Orient ; il y a déjà trop de Slaves, ce qui n'est pas de mon goût ».... Nous nous sommes occupés du Caucase — n'est-ce pas en Orient ? Mais l'Europe s'est encore fâchée : Ne touchez pas, criait-elle, aux héros, aux paladins de la liberté ; comment osez-vous porter la main sur une si noble race ? » Mais, cette fois, merci, nous n'avons pas obéi... En Perse, on pourrait s'occuper à semer la civilisation européenne ; les Allemands ne nous en empêcheraient pas ; leur *Drang nach Osten* ne va pas si loin ; mais, une main

lave l'autre et on ne peut le permettre par égard aux Anglais ». De même en Chine.

Il ne reste à la Russie que l'Asie centrale. « C'est-là votre mission historique, sacrée, — nous disent l'Europe et nos partisans de la civilisation européenne. » Mais ce serait ridicule !

« S'organiser pendant mille ans, suer, sang et eau, créer un Empire de 80 millions d'âmes (dont 60 millions ayant la même origine) dans le seul but de servir la civilisation *européenne* à cinq ou six millions de déguenillés de Kokand, de Bucchara ou de Khiva, et à environ deux millions de vagabonds mongols — car c'est là le sens véritable de la phrase ronflante sur la propagation de la civilisation dans le fond de l'Asie — voilà la grande mission, la tâche historique qui, d'après l'avis général, appartiendrait à la Russie comme commissionnaire de la civilisation européenne. Rien à dire ! certes, ce serait là une mission enviable ; c'est pour la remplir qu'il valait la peine de vivre, de fonder un État, de supporter des charges, de subir le servage, les réformes de Pierre le Grand, et faire toute sorte d'expériences. Il valait mieux rester à l'État des Drevlans et des Polans, des Viatitchs et des Radimitchs, errer dans les bois et dans les steppes, jouir de la liberté de race, tant que Dieu aurait permis aux jambes de remuer. *Parturiunt montes, nascitur ridiculus mus*. En effet, la Russie, comme commissionnaire de la civilisation européenne, se présenterait comme une montagne donnant naissance à une souris, comme un énorme pléonasme historique, comme un géant inutile... » (p. 64).

« Oui, si nous consentions à l'euro péisation de la Russie, nous devrions admettre qu'elle est, non seulement un

énorme et inutile pléonasme historique, mais encore un véritable obstacle au développement de la civilisation réelle, généralement humaine, c'est-à-dire européenne ou germano-romane... À ce point de vue, on peut comprendre et même reconnaître comme nobles et légitimes, à un certain point, les efforts tendant à affaiblir tout élément russe sur les confins de la Russie, à affaiblir même par la violence ces confins où, à côté de l'élément russe, existent encore d'autres éléments hétérogènes qu'on veut protéger et fortifier (même d'une façon artificielle) et leur faire une situation privilégiée, au détriment du premier. Si la Russie, comme État spécifiquement slave, est un obstacle pour les intérêts européens et humanitaires, si, en outre, on ne peut pas, hélas ! la réduire, pour développer, à sa place, la véritable culture européenne, que faire, si ce n'est affaiblir les bases qui donnent de la vie et de la force à cet organisme social et politique ? On doit le sacrifier sur l'autel de l'Europe et de l'humanité. » (p. 65).

Mais l'auteur se demande si la civilisation européenne est généralement humaine, et s'il n'y a pas d'autres civilisations ayant leur raison d'être et le droit de se développer.

II

Pour répondre à cette question, M. Danilewsky présente toute une théorie qu'il croit exacte et strictement scientifique, la théorie « des différents types de civilisations. » Jusqu'à présent, on ne comprenait pas suffisamment « les bases les plus générales du procès culturo-historique et on

n'avait pas la juste conception scientifique du phénomène historique qu'on appelle « progrès ».

« C'est là la cause principale pour laquelle on a nié la possibilité de l'existence de différentes civilisations, indépendantes les unes des autres, n'ayant aucune attache avec les formes de la culture européenne ou germano-romane qui est considérée comme généralement humaine, résultant du développement progressif de l'humanité entière. » (p. 77).

Tout le système historique actuel est artificiel. C'est, d'ailleurs, la phase par laquelle toutes les sciences ont passé ; l'histoire ne pouvait pas l'éviter. Ce défaut existe même dans les groupements les plus généraux des faits historiques, dans la répartition de l'histoire en époques, etc., etc. Il s'ensuit forcément que les développements historiographiques sont artificiels, que les lois qui prétendent régir le développement de l'humanité ne sont pas naturelles. Par exemple, la science historique actuelle considère l'Occident et l'Orient, l'Europe et l'Asie, comme des antithèses, pour ainsi dire comme deux pôles historiques. L'Europe, c'est le pôle du progrès, du perfectionnement, du développement incessant ; l'Orient, l'Asie, c'est le pôle de l'immobilité, de l'ignorance hostile à l'homme moderne. Ce sont là des axiomes géographico-historiques que personne ne met en doute et cependant il n'y a là rien de juste, aucune base réelle. Même au point de vue ethnique, cette antithèse entre l'Europe et l'Asie n'existe pas, car la race Arienne qui habite l'Europe est représentée en Asie par un nombre d'individus qui n'est pas sensiblement inférieur à celui des Européens, Aussi l'Europe n'a-t-elle pas le privilège exclusif du progrès.

« Dans toutes les parties du monde, il y a des pays plus accessibles, moins accessibles et inaccessibles au développement politique et social. La péninsule européenne se trouve, sous ce rapport, dans des conditions très heureuses ; mais l'Asie n'en manque pas non plus. En considérant même la question au point de vue absolu, il y a là plus de pays susceptibles de culture qu'il n'y en a dans la péninsule occidentale et ce n'est qu'au point de vue relatif que l'Asie cède le pas à l'Europe. » (p. 73). D'un autre côté, les sociétés qui ont vieilli, qui ont vécu, qui ont rempli leur mission, devront quitter la scène historique, soient-elles placées à l'Orient ou à l'Occident. Tout ce qui vit, individu, espèce, genre ou type biologique, ne possède qu'une certaine somme de vie et doit mourir quand il l'a usée.... » (p. 75).

Cette idée que la civilisation européenne a déjà fait son temps, qu'elle a vieilli et qu'elle doit céder la place à une nouvelle civilisation, jeune et tout à fait différente, est une des idées principales des panslavistes russes. Toute la théorie des différents types de civilisations, présentée par M. Danilewsky, ne tend qu'à faire admettre que la civilisation de « l'Occident pourri » est finie et que l'avènement d'une nouvelle civilisation, la civilisation russe, s'impose. Nous verrons plus loin les conséquences que l'auteur tire de cette théorie des « différents types de civilisations. »

Est également artificielle, continue M. Danilewsky, la répartition de l'histoire en histoire ancienne, du moyen-âge et moderne. Cela n'a pas le sens commun. Jusqu'à présent, la chute de l'Empire Romain d'Occident est considérée comme le moment qui sépare l'histoire ancienne de celle du moyen âge. Ainsi, en l'an 476, on baisse le rideau sur la scène historique, et on ne le relève que pour l'acte suivant.

Mais le rideau est-il assez grand pour cacher toute la scène et un pareil rideau est-il possible ? Qu'est-ce que cela faisait aux Chinois ou aux Indiens que l'Empire Romain fût tombé ? Et même pour les pays avoisinants, de l'autre côté de l'Euphrate, cette chute n'était-elle pas moins importante que celle de l'Empire des Parthes et la formation de celui des Sassanides ? L'Empire Romain pouvait tomber ou non, cela n'aurait pas eu d'influence sur la révolution religieuse en Arabie qui a eu une si grande importance historique, etc., etc. (p. 83).

« La cause principale de ce groupement injustifié et ne rimant pas avec les faits historiques est une illusion d'optique, pour ainsi dire. Les différences entre le caractère des événements dans l'histoire ancienne et du moyen-âge de l'Europe, ont paru aux historiographes si importantes et si essentielles, parce que ces événements les touchaient de plus près, tant au point de vue de l'époque qu'à celle des races auxquelles ils appartenaient, et ainsi le reste de l'humanité et les siècles précédents ne leur paraissaient former que le second plan du paysage où les traits individuels s'effacent et qui sert seulement de fond pour dessiner les premiers plans. Mais ce n'est pas l'illusion, c'est la réalité des choses qui doit faire l'objet d'une science. Cette manière de traiter l'histoire « en perspective » a causé cette faute capitale qu'on a réuni en une seule masse une certaine quantité de phases du développement d'organismes tout-à-fait différents ; on y a mis l'étiquette « histoire ancienne », bien qu'il n'y eût là que des phases du développement d'une seule race et on l'a représenté comme le résultat général de la première période, fixée artificiellement, de l'histoire de l'humanité ; on a identifié ainsi le sort de

l'Europe ou de la race germano-romane avec celui de l'humanité toute entière. Il n'est donc pas étonnant que cette procédure artificielle ait déformé les proportions de l'édifice historique, que ses lignes aient perdu toute harmonie et toute symétrie. » (p. 85).

« En réalité, la Rome, la Grèce, les Indes, l'Égypte, la Chine et tous les autres peuples ont eu leur histoire ancienne, leur moyen-âge et leurs temps modernes et même une quantité plus ou moins grande de phases, qui diffèrent entre elles d'une façon plus ou moins tranchée. »

En un mot, d'après M. Danilewsky, le système actuel d'historiographie n'a aucune base réelle ; il est absolument artificiel, ce qui, évidemment, est une question primordiale pour le progrès de cette science et pour la valeur pratique qu'elle peut avoir pour l'humanité.

Après avoir exposé le système naturel de la biologie moderne, l'auteur dit que le groupement des faits historiques est impossible sans y introduire, comme dans l'histoire naturelle, la distinction entre le degré du développement et le type du développement. Les formes du développement historique de l'humanité, non seulement se modifient et se perfectionnent progressivement, mais encore se différencient entre elles d'après les types de civilisations. C'est pour cela que, à proprement parler, on ne peut distinguer les formes du mouvement historique, désignées par les termes : « histoire ancienne, du moyen-âge et des temps modernes », que dans la sphère d'un type distinct, c'est-à-dire, pour employer le terme consacré, dans la sphère d'une civilisation particulière. C'est là le groupement secondaire ; le groupement principal est celui qui est basé sur les types culturo-historiques, c'est-à-dire selon le dévelop-

pement particulier, religieux, social, moral, industriel, politique, scientifique, artistique, en un mot historique de chaque type de civilisation. (p. 88).

Lorsque, dans le système historique, nous subordonnons les degrés du développement aux types du développement, nous obtenons encore cet avantage que nous n'avons pas besoin de recourir à des hypothèses, pour la plupart mal fondées, lorsque nous voulons définir le point de développement auquel l'humanité est arrivée à un moment donné.

En examinant l'histoire de chaque type cultural, si son cycle appartient déjà au passé, nous pourrions dire sans crainte de nous tromper : c'est ici que finit la phase de jeunesse dans le développement historique de ce type, c'est ici que commence sa maturité et c'est ici qu'il est entré dans la vieillesse ou dans l'agonie. Nous pouvons, en outre, par analogie et avec beaucoup de vraisemblance, définir les mêmes périodes pour un type dont le développement historique n'est pas encore terminé. On ne saurait en faire de même, lorsqu'on ne prend pas un type distinct, mais l'humanité entière.

« Par conséquent, le système naturel d'historiographie doit être basé sur la distinction entre les types de civilisation et les degrés de développement plus ou moins égaux chez les différents types. » (p. 91).

Telle est la principale base de la théorie historique *scientifique* (!) de M. Danilewsky. Les développements de cette théorie occupent la plus grande partie de l'ouvrage (de la p. 73 à la p. 283), puis commence l'application pratique de cette théorie à la politique de la nation russe.

Nous nous bornons à résumer les principaux points de cette théorie :

1. Le groupement doit comprendre toute la sphère des phénomènes à grouper ;

2. Tous les phénomènes réunis en un groupe doivent se trouver entre eux dans des rapports d'affinité plus étroits qu'avec les phénomènes d'un autre groupe.

3. La composition des groupes doit être homogène, c'est à dire que le degré d'affinité des phénomènes appartenant au même groupe doit être le même.

Dans le développement de l'humanité qui s'est produit jusqu'à présent, l'auteur distingue les types de civilisation suivants :

1. égyptien, 2. chinois, 3. assyro-babilono-phénicien, chaldéen ou vieux sémitique, 4. indien, 5. iranien, 6. hébreux, 7. grec, 8. romain, 9. nouveau sémitique ou arabe, 10. romano-germain ou européen. Il y a encore deux types dont le développement a été interrompu, savoir les types mexicain et péruvien. Cependant tous ces types de civilisation n'épuisent pas encore toute la sphère des phénomènes historiques. Ce sont là des éléments positifs de l'histoire, mais il y en a eu encore de négatifs, comme par exemple les Huns, les Mongols, les Turcs, etc. Il y a aussi des races qui, tantôt à cause de la disparition de leur autonomie dans une période trop jeune, tantôt par d'autres causes, ne constituent, dans la vie de l'humanité, qu'une matière ethnique aidant à créer d'autres organismes culturels ; à cette catégorie appartiennent, par exemple, les Finnois. (p. 91-94).

D'après M. Danilewsky, « les lois suivantes du développement historique résultent du groupement de phénomènes de ce développement par types de civilisation.

I. Chaque race ou « famille » de peuples qui se caractérise par une langue particulière ou par un groupe de lan-

gues si proches que leur affinité « se sent » directement, sans études « philologiques » (!), constitue un type de civilisation particulier, si cette race possède assez d'éléments intellectuels pour se développer et si elle est sortie de l'enfance. (p. 96).

II. Pour que la civilisation, propre à chaque type de civilisation particulier, puisse naître et se développer, il faut que les peuples qui en font partie, soient politiquement indépendants. (p. 96, 97).

III. Les principes de la civilisation d'un type particulier ne peuvent pas servir de base au développement d'un autre type. Chaque type crée son propre principe qui subit l'influence plus ou moins grande des civilisations précédentes ou contemporaines.

IV. La civilisation propre à chaque type de civilisation n'arrive à son plein développement, à la diversité des phénomènes et à la puissance, que lorsque ce type se compose de différents éléments ethniques qui, sans s'absorber l'un l'autre au point de vue politique, mais ayant au contraire leur indépendance assurée, constituent une fédération ou un système politique des États. (p. 106-111). L'auteur ne définit pas avec assez de précision sa conception de « confédération » ; mais, ainsi qu'on va le voir plus loin, celle-ci ne répond pas à l'idée de *Staaten-Bund* comme la comprend par exemple Robert Mohl, mais plutôt à l'idée de *Bundes-Staat*.

V. Le développement de la civilisation des types ressemble beaucoup au développement de ces plantes qui ne portent des fruits qu'une seule fois (monocarpes) et dont la période de croissance est indéfiniment longue, mais dont l'épanouissement et la maturité du fruit ne durent que très

peu et épuisent à jamais la force vitale de l'organisme. (p. 111 et suivantes).

Un des points essentiels de la théorie de M. Danilewsky, c'est encore qu'il rejette l'idée d'infinité et de continuité du progrès de la civilisation humaine. « *Au nombre des plus grandes absurdités que l'esprit humain ait pu jamais inventer, appartient l'idée d'après laquelle le développement et le progrès seraient infinis.* » (p. 114). Le progrès ne se manifeste que dans le développement des types particuliers de civilisation et, par là même, il est limité et différent quant à sa nature ; il ne peut pas avancer toujours dans la même direction, car, alors, il devrait s'arrêter bientôt et aboutir à momifier l'humanité entière, comme cela a forcément eu lieu pour des types particuliers de civilisation. Le progrès historique, c'est la participation successive, de plus en plus complète, de tous les éléments qui composent l'humanité ; « c'est l'exploitation dans toutes les directions de tout le terrain sur lequel se développe la vie historique de l'humanité ».

« Pour que le mouvement du progrès dans la vie de l'humanité entière ne soit pas arrêté, il est absolument nécessaire que, une fois arrivé, dans une direction donnée, à un certain degré de perfection, il recommence sa marche d'un autre point de départ et qu'il entre sur d'autres voies de développement ; en d'autres termes, il faut absolument que la scène historique soit occupée par d'autres acteurs ayant d'autres particularités psychiques, une autre disposition d'esprit, d'autres sentiments et une autre volonté, condition que possèdent seuls les peuples d'un autre type de civilisation. »

L'auteur s'efforce de démontrer que, jusqu'à présent, le développement de l'humanité ne se manifestait que par le développement des types particuliers de civilisation, qu'il en sera de même dans l'avenir et que c'est là la seule façon dont le développement de l'humanité puisse se continuer. Il examine donc longuement le rapport qui existe entre l'humanité en général et les peuples pris en particulier ; il croit que ce rapport est le même que celui qui, en zoologie et en botanique, existe entre le genre et l'espèce. Le genre, dans le sens zoologique et botanique, n'est qu'une idée abstraite qui ne se manifeste d'une façon concrète que par l'espèce⁵ ; de même, l'humanité ne se manifeste d'une façon concrète que par les races particulières constituant des types de civilisation. C'est seulement leur ensemble qui présente ce qui est généralement humain ; mais cet ensemble ne forme pas ce qu'on comprend par l'idée « d'humanité », comme un tout indivisible. Le principe de l'humanité, en général, n'est qu'une fiction ; l'humanité ne se manifeste que par les types particuliers.

Cette argumentation a son importance pratique, si on l'applique à la race slave (slavisme « *slavianstwo* »). La race slave, constituant un groupe de peuples particulier, doit se transformer en un type de civilisation indépendant, si elle ne veut pas descendre au rôle de « matière ethnique » (comme la race finnoise) servant seulement à la civilisation des autres types.

⁵ C'est absolument contraire à la théorie biologique moderne (évolutionniste). Cela nous rappelle que l'auteur est un adversaire acharné de la théorie de Darwin. Il partage la théorie d'Agassiz, celle de types fixes de création. Il a même publié un ouvrage en deux volumes contenant la critique du Darwinisme.

Aucun type culturo-historique particulier ne peut adopter la civilisation d'un autre type. L'auteur revient encore une fois à cette question qu'il a déjà traitée (p. 97 à 105) et dit que l'adoption par la Pologne de la civilisation occidentale a modifié sa nature et que les Tchèques ne doivent leur renaissance qu'aux efforts faits en vue de se débarrasser du joug de la civilisation étrangère, efforts qui se sont manifestés d'abord par le hussitisme et maintenant par le panslavisme.

M. Danilewsky tire de ce qui précède cette conclusion excessivement caractéristique :

« Pour tout Slave — Russe, Tchèque, Serbe, Croate, Slovène, Slovaque, Bulgare (je voudrais ajouter aussi Polonais !) — après Dieu et la Sainte Église, l'idée du slavisme devrait être la plus élevée, plus élevée que la liberté, la science, l'instruction, plus élevée qu'aucun bien de ce monde, parce qu'un Slave ne peut obtenir tout cela sans la réalisation de l'idée du slavisme, sans l'existence d'un slavisme indépendant au point de vue intellectuel, national et politique ; au contraire, tous ces biens ne peuvent être obtenus que comme résultat de cette indépendance ». (p. 133).

L'auteur se demande ensuite si le temps est venu pour le slavisme de paraître sur la scène historique comme un type particulier de civilisation. Peut-être de nouveaux types de civilisation ne peuvent se présenter que sur les décombres des autres types morts de vieillesse ; peut-être faut-il attendre que la civilisation européenne ait vécu, que son type s'ossifie et devienne incapable de se développer plus longtemps ?

Bien que nous ayons, continue M. Danilewsky, des exemples du développement simultané de plusieurs types

différents de civilisation, ou du moins de la naissance de nouvelles civilisations pendant que les précédentes existaient encore, néanmoins, à cause du proche voisinage du slavisme avec la civilisation germano-romane, la question de savoir si le type de civilisation européen se trouve encore dans la période de jeunesse ou est arrivé à celle de déclin, est très-importante. Cette question est posée par l'auteur dans la forme caractéristique usitée par les panslavistes : « *L'Occident pourrit-il ?* » (Chapitre VII, p. 172 à 183).

Malgré l'adoption de cette formule, M. Danilewsky ne tranche pas la question d'une façon aussi positive que la plupart des slavophiles, qui considèrent que l'Occident est déjà absolument pourri. Il dit cependant que, jusqu'à présent, le déclin de toute civilisation suivait toujours très rapidement le point culminant du développement de la civilisation du type donné, qu'il commençait à proprement dire avant l'épanouissement même de cette culture ou simultanément avec lui. À l'appui de cette affirmation, l'auteur cite des exemples empruntés à l'histoire de la Grèce, de Rome, des Indes, etc. Or, en Europe, la période d'épanouissement de la littérature et des arts commence au XVI^e siècle, celle de la science au XIX^e. En général, la civilisation européenne a déjà produit des fruits et, par conséquent, sa période de déclin arrive ; le processus de décomposition a commencé ou du moins commencera bientôt. « La saison des fruits est venue ! Que ce soit la récolte, la cueillette ou les vendanges, un été arriéré ou un automne précoce, dans tous les cas le soleil sous lequel ces fruits ont mûri, a dépassé son méridien et s'avance vers son couchant... Le développement d'une culture slave indépen-

dante est donc non seulement nécessaire, mais encore il arrive à son heure » (p. 183).

Maintenant, une autre question se pose naturellement, à savoir si le slavisme possède assez de signes distinctifs, assez de qualités nécessaires pour se transformer en un type particulier de civilisation. L'auteur examine cette question d'une façon comparative avec d'autres types de civilisation et surtout avec le type germano-roman, sous les rapports suivants : a) ethnique (p. 184 à 190), — b) psychique (p. 190 à 211), — c) religieux (p. 212 à 234) et d) de l'éducation historique.

Le plus caractéristique est l'examen des différences psychiques entre le type slave et le type germano-roman. Il mériterait d'être reproduit en entier. Ne pouvant pas le faire, nous sommes forcé de nous borner à indiquer l'idée qui lui sert de base : cette idée se réduit à l'affirmation de M. Danilewsky que l'Europe et sa civilisation sont caractérisées par l'élément *d'individualisme*, qui n'existe pas dans le type slave. Le signe caractéristique de la civilisation individualiste de l'Europe occidentale, c'est la *violence* (*Gewaltsaumnkeiz*) ; celle-ci se manifeste par le fait de vouloir imposer l'Église occidentale comme universelle, au moyen de la propagande des principes de cette Église par le feu et par le sang pendant les Croisades, par la lutte de l'Inquisition contre les protestants, par le caractère destructeur de la colonisation européenne et par la révolution comme moyen de réformes sociales. Il n'y a rien de semblable dans le slavisme qui, par ses dispositions, par ses sentiments, par les travaux de sa pensée, par ses institutions, etc., est anti-individualiste, porté à la communauté et pacifique dans ses tendances. « Parmi toutes les nations

slaves, la Pologne seule constitue réellement une triste exception sous ce rapport. » (p. 189). Le résultat de ce caractère individualiste de l'Europe, c'est que, dans toutes les manifestations de son histoire, elle est matérialiste et que toujours et partout elle se soucie exclusivement de ses intérêts commerciaux et industriels, de ses intérêts purement matériels... (p. 208).

La conclusion de cette argumentation, c'est que toutes les tentatives d'eupériser la Russie (et par conséquent le slavisme) étaient inopportunes, péchant par la base, n'appréciant pas l'intérêt du peuple russe et hostiles à ce peuple. Ce désir d'eupérisation est un phénomène passager et maladif dans la vie nationale russe (p. 283 à 288).

Cette maladie prend les formes suivantes :

1. On dénature les mœurs nationales en remplaçant leurs formes naturelles par des formes étrangères ; cette opération a commencé par les formes extérieures et a atteint la vie et les dispositions intérieures, surtout dans les classes éclairées ; sous l'influence de celles-ci la maladie s'étend et pénètre plus loin. L'auteur est même adversaire du costume étranger, parce que, dit-il, on empêche, par là, le développement de la sculpture nationale russe (!) (p. 288 à 298).

2. On a emprunté à l'étranger des institutions et on les a transplantées sur le terrain russe, croyant que, bonnes dans un pays, elles le seraient partout. (p. 299 à 310).

3. On a introduit la façon d'envisager les questions russes intérieures et extérieures au point de vue de l'étranger ; il en résulte que ce qui, dans la vie russe, devrait être considéré comme le plus lumineux, est présenté comme

étant le résultat de l'ignorance, de la réaction, et réciproquement... (p. 310 à 323).

Recueillons dans ce chapitre une perle qui démontre quelle solide foi M. Danilewsky lui-même avait dans la justesse de ses appréciations. Le fait est très caractéristique.

Parlant des réformes d'Alexandre II, M. Danilewsky leur reproche, naturellement, d'être européennes ; mais il trouve, par-ci par-là, qu'on leur a donné une forme nationale, où il découvre, sous des formes étrangères, une origine russe... Dans la première édition de son ouvrage, l'auteur avait compris dans cette dernière catégorie l'institution du jury pour les affaires criminelles. « Le jury, disait-il, qui juge d'après sa conscience, est un principe essentiellement slave, propre à l'esprit et au caractère slaves, à tel point que Chomiakov en a déduit que les Anglo-Saxons étaient d'origine slave ; s'ils sont même d'origine germanique, ils ont subi pendant longtemps l'influence slave, par le fait même de leur voisinage avec la race slave. En introduisant donc le jury, nous avons rendu à nos institutions ce qui était à nous. » (p. 300). Mais, ensuite, l'auteur a rédigé, sur cette première édition, des notes pour faire des modifications dans les éditions suivantes. Le piétisme de l'éditeur de la dernière édition (posthume) lui a dicté de réunir toutes les remarques de M. Danilewsky et de les donner en notes aux passages respectifs de l'ouvrage. Or, le passage concernant le jury a été annoté par le défunt auteur et la note a été mise en gros caractères, au bas de la page 300, en ces termes : « Tout ce que j'ai écrit ici est une bêtise (sic ! — en russe *vzdor* !) La réforme commençait seulement ; on était porté à croire et on croyait qu'elle prendrait un caractère raisonnable ; dans le fait, elle a tourné en

une caricature de l'étranger. Si on y avait réfléchi avec plus de sang froid, on aurait pu et dû le prévoir. » (p. 300).

Comme nous l'avons dit plus haut, la maladie de la Russie c'est la tendance à se faire européenne. « Cette maladie empêche l'accomplissement de la grande mission du peuple russe ; elle peut, à la fin, malgré l'apparente puissance de l'État russe, épuiser la source de son génie, priver la vie historique russe de sa force vitale intérieure et rendre inutile son existence... » Mais quel est le remède contre cette terrible maladie ? « L'influence directe du gouvernement et la force de la parole ne paraissent pas être suffisantes. La décadence de l'esprit ne peut se guérir que par le relèvement de cet esprit, par une commotion qui vienne électriser toutes les classes de la société russe... Pour nous débarrasser de l'esclavage et du joug intellectuel, il nous faut arriver à une union intime avec tous nos frères opprimés qui gémissent dans l'esclavage, nous avons besoin d'une lutte qui nous mette ouvertement en présence de l'ennemi et qui nous force à ne plus nous prosterner devant nos ennemis déclarés. Cet événement qui servira de remède, qui nous instruira, malgré nous, se présente déjà sur la scène historique.

« Il s'appelle : *La question d'Orient* » (p. 324).

III

M. Danilewsky consacre à cette question trois chapitres, intitulés : XII, *La question d'Orient*. — XIII, *La place de l'Autriche dans la question d'Orient* — et XIV, *Constantinople* (Tsargrad) (p. 325 à 431).

Il constate d'abord que cette question ne saurait être résolue par la diplomatie ; elle doit être tranchée par une lutte à main armée que tous les efforts de la diplomatie ne pourront empêcher, mais qui éclatera forcément tôt ou tard. C'est indiqué par la Providence elle-même. « Le sort de l'humanité ne peut pas être subordonné à la sagesse étroite et méticuleuse des hommes d'État, contemporains d'un grand événement historique. C'est là une des lois les plus bienfaites qui régissent le développement de l'histoire ». (p. 326).

L'auteur expose ensuite toute une théorie de cette « loi » de la Providence historique ; il en voit, par exemple, une manifestation dans la simultanéité des faits, tels que la conquête de Constantinople par les Turcs, l'invention de la typographie et la découverte de l'Amérique. Tous ces événements ont rendu possible le développement de la civilisation européenne. Il est évident qu'ils se seraient produits nécessairement tôt ou tard, mais le mérite de la Providence c'est qu'ils se sont produits simultanément, ce qui a énormément augmenté leur influence. (p. 334 à 338).

Quant à la guerre d'Orient, avant tout, ce n'est pas une lutte entre l'Europe et l'Asie, comme on le croit généralement et comme l'affirme même un des historiographes russes, M. Solovieff. (p. 326 à 330). Cette question est, depuis les temps les plus reculés, une manifestation de la lutte entre les différents types de civilisation ; dans l'antiquité, c'était la lutte du type de civilisation grec contre le type romain. (p. 330 à 333).

Lorsque Rome et Byzance eurent vécu, elles laissèrent leur héritage à d'autres. L'héritage des Romains a été recueilli par les Germains ; celui de Byzance, par les Slaves.

La question d'Orient se présente donc comme une lutte de la culture germano-romane contre le type de civilisation slave, héritier de la culture byzantine⁶.

La première période de la question d'Orient, comme telle, commence aux temps de Philippe de Macédoine et dure jusqu'à Charlemagne, jusqu'à la séparation des Églises, jusqu'à la mission de Cyrille et de Méthode, jusqu'au moment des premières origines de l'État russe. (p. 338). Dans la suite, nous voyons les invasions des Hongrois et des Turcs, lesquelles, bien qu'elles fussent excessivement hostiles aux Slaves, bien qu'elles eussent retardé leur consolidation culturelle, ont eu l'avantage d'arrêter la pression de la civilisation germano-romane sur les nations slaves qui, dispersées, n'auraient pu peut-être y résister et auraient subi le sort de la Pologne. Le patriarche de Constantinople, Anthime, au début de l'insurrection hellénique, a très bien formulé cette vérité : « La Providence, a-t-il dit, a choisi les Ottomans pour remplacer Byzance, ébranlée dans son orthodoxie, (on aurait dû dire plutôt « l'impérialisme byzantin ») et pour repousser l'hérésie occidentale. » (p. 338 à 346).

⁶ À propos de cette prétention des panslavistes que les Slaves — ou plutôt les Russes — sont héritiers de la civilisation byzantine, on doit rappeler un fait tout récent et assez caractéristique. Au mois de juin 1890, le Conseil de l'Empire discutait la réforme scolaire en Russie. Le parti panslaviste insistait sur la diminution du nombre de leçons de langue latine, pour en attribuer un plus grand nombre à la langue grecque qui, disait alors le *Grajdanine* « devrait être reconnue comme objet principal d'études, par distinction du système adopté dans les États occidentaux, où le rôle principal est donné à la langue latine, se rapprochant dans la même mesure des langues de l'Europe occidentale que le grec du russe (!) »

Le conseil de l'Empire a partagé cette théorie et, dans le nouveau plan d'études, la langue grecque a obtenu la prépondérance.

La seconde période de la question d'Orient, dans son sens exact de la lutte du slavisme contre l'Europe comme type différent de civilisation, c'est la lutte des Slaves, tantôt avec leurs propres forces, tantôt grâce aux circonstances providentielles (invasions hongroises, turques, etc.), contre la pression de la culture européenne, pression exercée surtout par la propagande catholique et protestante contre l'Église gréco-orthodoxe. Cette période s'étend de Charlemagne à Catherine-la-Grande. (p. 349).

Avec la fin de cette période et la création « d'une force slave indépendante, représentée par la Russie, de plus en plus puissante, la domination turque a perdu toute sa raison d'être ; le mahométanisme a rempli sa mission historique. »

La troisième période de la question d'Orient, c'est la résistance de l'Orient contre l'Occident, la lutte offensive du monde slavo-grec contre la pression germano-romane. Dès le moment où la grande tsarine fut montée sur le trône, cette lutte commença sur tous les points de la ligne frontière, mais jusqu'à présent elle n'a remporté de triomphe complet qu'au Nord-Ouest du slavisme.

Pendant cette période, la lutte entre la Russie, représentant le monde slave, et l'Europe se manifeste principalement par la lutte contre la Turquie, dans l'intérêt des peuples slaves du sud et dans celui de l'orthodoxie. L'Europe, comprenant que la Turquie a accompli déjà sa mission historique et ne peut plus menacer la civilisation germano-romane, prend le rôle de sa protectrice et l'emploie (ainsi que les Hongrois et la Pologne) comme un instrument de lutte contre la Russie. (p. 345).

En ce qui concerne la Turquie, dit M. Danilewsky, il semblerait que la Russie, en lui faisant des guerres, eût pu atteindre comme résultat, ou bien le partage de la Turquie entre la Russie et l'Autriche, ou bien la conquête de la Turquie tout entière et la reconstruction de l'Empire gréco-byzantin.

L'auteur croit que le partage de la Turquie entre la Russie et l'Autriche ne répondrait pas aux intérêts slaves : « La cession à l'Autriche de n'importe quel morceau du territoire slave, constituerait un crime contre le slavisme et serait absolument contraire aux intérêts de la Russie. »

Malheureusement, ce crime a été commis, au congrès de Berlin, après une guerre glorieuse. Le fait que la Russie ait accepté cette décision, est qualifié par l'auteur de « trahison de Berlin. » (p. 350). Pour ce qui concerne l'annexion de la Turquie à la Russie, il est douteux que le gouvernement russe ait eu jamais sérieusement cette intention ; la preuve en est que, sous Nicolas, il n'a pas voulu annexer même une partie de la Turquie, c'est-à-dire la Moldavie et la Valachie, que la Turquie elle-même offrait en compensation de l'indemnité pécuniaire.

« Quant au projet de reconstruire le grand Empire d'Orient gréco-byzantin, ce serait, sans aucun doute, la solution de la question d'Orient en Turquie la plus nuisible aux intérêts de la Russie et du slavisme. Dans ce cas, la Russie édifierait de ses propres mains, sur la péninsule balkanique, une nouvelle Autriche, où l'élément grec, par rapport à l'élément slave, jouerait le même rôle que l'élément allemand dans l'Empire autrichien ; cet élément, s'il n'avait pas assez de forces pour subjuguier complètement le slavisme, aurait recours, selon toute vraisemblance, à *un dua-*

lisme gréco-roumain, comme l'Autriche, dans le même but, a eu recours au dualisme germano-hongrois. La Russie serait donc forcée ou de protéger son ennemi, ou bien de détruire sa propre œuvre... »

Et ce ne serait pas facile... « Même si la Russie s'y décidait, le nouvel Empire Byzantin trouverait certainement d'autres protecteurs et alliés qui soutiendraient et fortifieraient le joug imposé au slavisme, avec la même ardeur qu'ils mettent aujourd'hui à soutenir le joug turc ; et ils auraient alors des prétextes bien meilleurs que n'en a la politique turcophile actuelle. » (p. 351).

Finalement, l'ancienne lutte du monde germano-roman contre le monde slave, interrompue par l'apparition sur l'arène européenne des Hongrois et des Turcs, s'est renouvelée. « L'épisode mahométano-turc dans la question d'Orient est terminé ; les nuages se sont dispersés et les ennemis se présentent face-à-face, le visage découvert, attendant de terribles événements, dont la crainte força les adversaires à faire toutes les concessions possibles, à reculer la solution définitive, tant que Dieu le permettra. Maintenant, une guerre entre la Russie et la Turquie est devenue impossible et inutile ; mais ce qui est possible et inévitable, c'est une lutte entre le slavisme et l'Europe ; cette lutte, naturellement, ne se terminera pas en une année, ne se décidera pas dans une seule guerre ; elle remplira toute une période de l'histoire. Après la dernière guerre russo-turque et après le traité de Berlin, cela est devenu évident.

« La campagne de Crimée a terminé la troisième période de la question d'Orient et a commencé la *quatrième et dernière période*, celle de la solution de cette question. Cette période doit nous dire si la race slave n'est grande que par

son nombre et par l'étendue des territoires qu'elle occupe, ou bien si elle l'est aussi par sa valeur intrinsèque, si elle est membre légitime de la famille arienne, si elle doit jouer le rôle des puissants de ce monde, comme l'ont joué ses frères aînés, si elle peut former dans l'histoire un type de civilisation indépendant, — ou bien si sa destinée est de rester toujours une race secondaire, vassale, remplissant la mission peu enviable de « matière ethnique, » devant servir à ses superbes seigneurs et suzerains. »

« Bien que cette question ne soit pas encore résolue, l'analogie historique nous prouve que les choses ne tourneront pas si mal et nous commande d'user de tous les moyens, de toute notre énergie, pour terminer cette lutte de principe, dont la solution ne saurait être plus longtemps reculée. » (p. 353).

Plusieurs territoires slaves se trouvant sous la domination autrichienne, l'auteur croit nécessaire de définir sa position et son importance dans la question d'Orient. Il donne d'abord l'historique de la formation de l'Autriche (p. 356 à 373), s'étend plus longuement sur l'époque de Metternich et passe enfin à ses rapports avec les Slaves. M. Danilewsky se demande s'il est possible que l'Autriche se transforme en une fédération, ce qui donnerait la prépondérance aux éléments slaves et, par conséquent, paralyserait l'action générale slave sous la conduite de la Russie.

L'Autriche, d'après l'auteur, a déjà vécu, comme la Turquie, et sa transformation en une fédération slave est impossible ; elle l'a reconnu du reste elle même, puisque, ayant à choisir entre une telle fédération et le dualisme germano-hongrois, elle a choisi ce dernier. (p. 376 à 384).

L'importance de la Hongrie est ici artificiellement exagérée. « Il était dans les destinées de la Russie de faire descendre de leur piédestal historique ses voisins de l'Ouest, — les Suédois, les Polonais, les Turcs — ; ils y étaient montés grâce aux circonstances historiques favorables, mais ils n'y avaient pas le moindre droit. Sous les coups portés par la Russie, ces grenouilles politiques, jouant les bœufs, ont crevé. Au nombre de ces grenouilles appartient aussi, sans aucun doute, la nation hongroise ; elle le sent et elle tremble. » (p. 381).

« La décomposition de l'Autriche fortifierait les Slaves dans leur mission historique et affaiblirait l'influence des Allemands et des Hongrois ; ce fait suffit pour prouver que l'élément ethnique le plus nombreux de l'Empire Autrichien (les Slaves) ne peut constituer sa base politique. Les hommes d'État autrichiens, en remplaçant le centralisme par le dualisme, ont fait preuve d'un grand tact politique, car ils ont cherché à étayer l'édifice croulant de l'Empire autrichien par les nationalités qui ont intérêt dans son existence et non dans sa chute... » (p. 382).

« Ainsi, une fédération autrichienne n'aurait de raison d'être ni sous le rapport historique, ni sous le rapport ethnographie ou géographique ; on ne peut donc admettre qu'elle puisse vivre d'une réelle vie historique. Ce ne serait qu'un des moments de la décomposition du corps politique autrichien, moment qui accélérerait énormément cet événement inévitable. » (p. 385).

En examinant quelles sont les nations qui pourraient faire partie d'une pareille fédération artificielle (p. 385 à 393), l'auteur cite les Roumains et dit à ce sujet : « On essaierait par tous les moyens, pendant un certain temps, de

faire prendre aux Roumains une attitude hostile à l'égard des Serbes et des Bulgares, en flattant leur vanité nationale. En réalité, ils deviendraient une victime du maghiarisme, de sorte que, selon toute vraisemblance, ils devraient remplir le rôle des Polonais, mangés par les Allemands et haïssant les Russes. » (p. 392).

De même qu'il est impossible de réaliser une fédération autrichienne, dit l'auteur, il est également impossible de réaliser tous les autres projets de même nature, comme, par exemple, une fédération plus large austro-turque dans laquelle entreraient tous les pays de ces deux Empires. Cela n'amènerait qu'un nouveau groupement des éléments dont ces États se composent.

La seule solution de la question d'Orient, c'est une fédération généralement slave, dans laquelle « bon gré, mal gré, devraient entrer aussi toutes les nations non slaves (les Grecs, les Roumains, les Hongrois) que les destinées historiques, malheureusement ou heureusement, ont liées par des liens indestructibles avec le monde slave. Mais cette matière ethnique étrangère se perdrait dans la masse des Slaves et ne pourrait avoir, pour la grande fédération slave, ce caractère nuisible et décomposant qu'elle a pour les petites sociétés slaves. En outre, parmi ces membres non slaves de la grande fédération slave, il y en a deux — les Grecs et les Roumains — que l'on ne saurait considérer comme un élément étranger, parce que le manque de parenté de sang est remplacé chez eux par une parenté d'esprit, puisque, sans être slaves, ce sont toujours des nations orthodoxes. Puis, ce ne sont pas là des nations si étrangères aux Slaves, comme certains le croient ou le désirent ; elles sont, pour ainsi dire, nourries d'éléments slaves ; dans le sys-

tème des nations slaves, elles constitueront l'analogie avec certaines nations romanes dans le système européen, qui se sont nourries d'éléments germaniques, comme les Français par exemple. À vrai dire, ce qui est non slave chez ces nations, ce sont les prétentions ambitieuses à maintenir leur particularité, ambitions entretenues par des promesses et des flatteries des ennemis occidentaux du monde slave. À cet égard, il suffit de rappeler le remplacement, sous le règne de Couza, de l'alphabet slave des Moldo-Valaques par l'alphabet latin, ainsi que la modification de plusieurs mots slaves de la langue roumaine par des mots français avec des terminaisons roumaines, à la suite de quoi la langue littéraire roumaine est devenue incompréhensible pour le peuple roumain. » (p. 369).

« Les Hongrois, ayant fait invasion dans les pays slaves, doivent partager le sort de la grande race slave, mais ils resteront dans une situation secondaire et subordonnée.

« Du reste, cette nation, de même que les Roumains et les Grecs modernes, contient également beaucoup d'éléments slaves. »

Les éléments absolument étrangers au slavisme et qui, par leur situation géographique sont compris dans la fédération slave — comme les Allemands par ci par là — seront noyés dans la mer slave ! En général, la grande fédération slave aura assez de force pour digérer tout ce qui pourrait entraver le développement des conditions nécessaires au type de civilisation slave : elle aura assez de force pour empêcher « qu'un seul cheveu ne tombe de la tête d'un slave. » (p. 396).

La plus grande partie du chapitre XIV est consacrée à la thèse que la possession de Constantinople est indispensable à la fédération slave, c'est-à-dire à la Russie.

Après avoir défini l'importance de Constantinople comme point commercial, unique dans le monde, où se croisent toutes les routes de « l'univers » (p. 388 et 389), l'auteur émet l'avis qu'aucun changement dans les routes commerciales, aucune extension de la scène historique ne sauraient diminuer le rôle que ce point a joué et jouera dans l'histoire. Au contraire, le développement de la culture et des voies de communication ne fera qu'augmenter l'importance commerciale, économique et politique de Constantinople. « Toute augmentation de développement dans l'Europe centrale et méridionale, dans les plaines de la Russie ou dans le Caucase, la renaissance de la Turquie européenne, de l'Asie-Mineure, de la Perse, de l'Afrique du Nord et de l'Est, la culture pénétrant dans le fond du continent asiatique — tout cela se reflètera d'un nouvel éclat dans la capitale du Bosphore. Elle n'est pas seulement une ville du passé ; elle est aussi celle de l'avenir ; elle renaîtra sans cesse, comme le phénix de ses centres, et prendra toujours une nouvelle force. » Les Slaves ont eu le pressentiment de leur grandeur et ont donné à cette ville le nom prophétique de *Tsargrad*, la ville des Tsars ; c'est le nom que Constantinople portera dans l'avenir... (p. 401).

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une pareille ville attire l'attention de tous les hommes d'État, que ceux-ci soient inquiétés par la question de savoir qui possèdera cette ville, lorsque ses possesseurs actuels auront été forcés de quitter la scène historique.

Il semblerait que la solution de cette question est très simple et qu'on devrait se poser seulement le raisonnement suivant : comme c'est aux Grecs que les Turcs ont pris Constantinople, c'est aux Grecs qu'il faut la rendre. « Mais où sont ces Grecs dépouillés auxquels il faut rendre ce qui leur a été pris ? » Les Grecs n'ont pas rempli leur tâche historique, ils n'ont pas su créer, sur des bases solides, un grand Empire d'Orient, ce qu'ils ne pouvaient faire qu'en se confondant avec leurs congénères les « Macédoniens ». L'Empire d'Orient, même au moment de sa plus grande puissance, était aussi peu grec que l'empire ottoman actuel est peu turc. (p. 402). Il n'y avait là de grec que la civilisation et le gouvernement, mais la composition ethnique n'a jamais été grecque. Aussi, après la chute de l'Empire d'Orient, n'y resta-t-il rien de grec et, pour le reconstruire, il ne suffit pas d'une renaissance : il faut une résurrection qui, dans le sens historique, est aussi impossible que dans le sens physiologique. « Remettre Constantinople à l'héritier légitime est impossible, parce que cet héritier est bien mort.... »

Les prétentions des Grecs au sujet de Constantinople appartiennent à la catégorie des soi-disant « droits historiques » que M. Danilewsky ne reconnaît pas. Ces prétentions ne sont pas plus justifiées que celles que les Italiens, invoquant les droits de la Rome antique, pourraient manifester pour dominer la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Nord de l'Afrique... (p. 403).

Les droits historiques font à M. Danilewsky l'effet du zéro en arithmétique qui n'a de valeur que lorsqu'il est précédé d'un chiffre. Par exemple, la Russie occidentale (Ruthénie, anciennes provinces orientales de la République Po-

lonaise), doit appartenir à la Russie, non par cette raison historique que c'étaient autrefois des possessions des Vladimir ou des Iaroslav, mais parce qu'elle était toujours et est encore russe par sa langue, par sa religion, par ses mœurs etc., qu'elle est telle, malgré la trahison de ses classes privilégiées. Les droits historiques de la Russie à la possession de ces provinces ne constituent que le zéro accompagné par le chiffre, c'est-à-dire par la nature essentiellement russe de ce pays... (p. 405). Il n'y a rien de semblable dans les prétentions des Grecs à posséder Constantinople. Cette ville est maintenant une *res nullius*, dans l'exacte signification de ce terme, bien que, « pour des raisons plus larges et plus élevées, » elle doive appartenir à celui qui, aujourd'hui, représente l'idée de l'ancienne Byzance. Il est évident que c'est la Russie qui représente cette idée. Constantinople doit être entre les mains de ceux qui sont les continuateurs de l'œuvre de Philippe et de Constantin, œuvre relevée consciemment par les Ivan, les Pierre et les Catherine. (p. 486). Mais l'auteur abandonne ce point de vue. Pour trancher la question de la possession de Constantinople, il lui suffit de tirer des conséquences de la prémisse que cette ville est une *res nullius*, qui n'a aucun propriétaire légitime...

L'auteur revient encore à la Grèce, pour dire que, dans le cas où aucune Puissance européenne ne serait en état de s'approprier Constantinople, l'intérêt de l'Europe lui dicterait d'aider plutôt les Grecs à s'en rendre maîtres, que de permettre à la Russie de s'en emparer. Mais, si la Turquie, un État de 30 millions d'âmes, rencontre tant de difficultés à se maintenir sur le Bosphore, peut-on supposer que la Grèce, un tout petit pays, puisse y réussir ? L'auteur avoue

franchement que si la Russie ne pouvait empêcher par la force que Constantinople fût donnée aux Grecs, elle devrait arriver à ses fins par l'intrigue. « La faible Grèce, dit-il, serait sans cesse entre deux feux, car d'un côté, *la Russie devrait appliquer tous ses efforts pour que la perte de la clé de l'entrée principale de sa maison lui fût récompensée par ce qu'on appelle l'influence politique*, et, de l'autre, les Puissances européennes hostiles à la Russie, en remettant à la Grèce cette clé, voudraient y être les maîtresses de la maison. » (p. 408).

Enfin M. Danilewsky croit que les seules Puissances qui puissent prétendre à posséder Constantinople sont : l'Autriche, la France, l'Angleterre et la Russie. Quant à l'Allemagne, elle n'a absolument aucun intérêt sur le Bosphore.

L'Autriche ne pourrait s'emparer de Constantinople que si elle se transformait en une fédération slave ; mais cette transformation étant impossible, ainsi que M. Danilewsky s'est appliqué à le prouver dans le chapitre précédent, il est inutile de discuter longuement cette éventualité. (p. 406).

Les deux grandes Puissances maritimes, l'Angleterre et la France, n'ont pas d'intérêt direct dans la possession de Constantinople ; cette possession ne présenterait pour elles d'autre avantage que celui de paralyser le développement normal de la puissance russe. « Ce serait, pour ainsi dire, le droit d'enfoncer un couteau dans la chair vive de la Russie et de le retourner dans la blessure chaque fois que le nouveau possesseur de Constantinople le voudrait, afin de provoquer une douleur insupportable et d'exercer son influence non seulement sur les côtes méridionales de la Russie, mais encore sur cet Empire tout entier. » (p. 407).

Mais cette manière de nuire à la Russie reviendrait un peu trop cher au possesseur de Constantinople. « Rien que pour se maintenir là où toutes les forces de la Turquie ne suffisent pas, le nouveau possesseur, toujours en alerte contre les attaques de la Russie, devrait tenir constamment sur le Bosphore et dans les Dardanelles une armée de 150 à 200 mille hommes et une escadre de plusieurs dizaines de cuirassés et autres bâtiments... »

« Quoique la France, d'après ce que disent ses hommes d'État, soit assez riche pour payer sa gloire, cependant ni elle, ni l'Angleterre, ni aucune autre Puissance, si riche qu'elle soit, ne peuvent se permettre le luxe de cette haine. » (p. 407).

Bref, la possession de Constantinople par un autre que la Russie, serait ou injuste ou impossible. En outre, c'est la Russie seule qui a intérêt à posséder cette ville.

« Les grandes Puissances occidentales et la Grèce non seulement ne retireraient aucun avantage de la possession de Constantinople, mais encore cela constituerait pour elles une grande charge qui serait très difficile à supporter par une des grandes Puissances et qui, sans doute, écraserait la Grèce. » (p. 409).

« Il en est tout autrement de la possession de Constantinople par la Russie. Les avantages que celle-ci en retirerait sont vraiment incalculables et inappréciables... » (p. 409).

En voici les principaux :

1. La possession de Constantinople donnerait à la Russie la sécurité complète de ses frontières méridionales et lui faciliterait la défense de ses côtes, dans toute éventualité. « Une récente et triste expérience a démontré que la Russie a un talon d'Achille que ses ennemis ont longtemps cher-

ché. » Ce sont ses côtes méridionales ; la Russie doit donc absolument se garantir de ce côté là. (p. 409 à 410).

2. La possession de Constantinople, non seulement ne serait pas une charge pour la Russie, comme pour d'autres Puissances, mais, au contraire, elle lui procurerait un énorme avantage, parce que la coûteuse et difficile défense de la longue ligne de ses frontières méridionales serait réduite à la défense d'un seul point très facile à défendre par suite de sa situation stratégique. (p. 410).

3. La Russie aurait alors le moyen de se créer une flotte, ce qui est excessivement important, parce qu'un État aussi étendu que la Russie ne peut rester une Puissance seulement continentale ; il doit être puissant aussi sur mer. En ne possédant que la Baltique, la Russie ne saurait se développer comme Puissance maritime ; elle doit donc s'assurer la domination sur la Mer Noire, ce qui est impossible sans la possession de Constantinople (p. 411 à 416).

4. C'est de Constantinople que la Russie pourrait exercer et consolider son influence en Orient. (p. 416 à 417).

« Ainsi, la défense et la sécurité complète de cette partie de sa frontière où la Russie est le plus vulnérable ; la réduction à un seul point de la ligne frontière méridionale d'une étendue de 2,500 verstes, ce qui aurait pour conséquence une grande économie de forces militaires et financières ; le seul moyen de devenir une Puissance maritime ; l'énorme influence morale, voilà les avantages directs et positifs que la possession de Constantinople procurerait à la Russie, tandis que, pour toutes les autres Puissances, cette possession serait ou pernicieuse — comme pour la Grèce — ou ne donnerait qu'un avantage négatif, celui de pouvoir nuire à

la Russie, avantage accompagné d'énormes pertes pour tout autre possesseur.

« Mais si nous examinons la chose plus à fond, nous trouverons que l'annexion directe de Constantinople et des environs à la Russie, ne serait pas sans lui amener des conséquences nuisibles et peut-être même très pernicieuses.

« Victor Hugo, dans son Ode au sculpteur David, parle des statues tombées de leurs piédestaux :

Et de leur bronze auguste on ne peut faire
Que des cloches pour la prière,
Ou des canons pour le combat. »

Il en serait de même pour plusieurs villes russes ; Constantinople deviendrait pour elles une dangereuse rivale, même pour St.-Pétersbourg et Moscou.

« Mais ces villes, bien que descendues du piédestal de leur ancienne grandeur, possèdent une importance si prédominante, que, malgré tous les changements de leur fortune historique, elles doivent occuper la première place dans l'État et en rester forcément la capitale. L'Italie ne saurait trouver son centre nulle part ailleurs qu'à Rome ; de même notre Moscou, quoique découronnée par Pierre, restera toujours la véritable capitale de la Russie, le centre de sa vie. » (p. 417).

La Russie ne saurait donc sacrifier Moscou à Constantinople et cette dernière ville ne saurait être la capitale de la Russie, mais celle de la fédération panslave.

« Constantinople ne doit pas être la capitale de la Russie ; elle ne peut devenir le foyer de sa vie nationale et politique, elle ne saurait entrer directement dans la composi-

tion de l'Empire russe. Pour assurer à la Russie tous les avantages énumérés plus haut, sans la menacer d'un préjudice facile à prévoir, il faut que Constantinople délivrée se transforme en une véritable *Ville-Reine* (Tsargrad), qu'elle devienne, par elle-même, quelque chose de plus et, par rapport à la Russie, quelque chose de moins qu'une capitale de la Russie. Il ne faut pas qu'il existe des liens trop intimes entre celle-ci et Constantinople, il ne faut pas qu'elle devienne la *ville-mère*, car c'est Moscou seule qui y a droit. En un mot, Constantinople ne peut devenir la capitale de la Russie, mais celle de la fédération panslave. » (p. 419).

À la fin de ce chapitre, M. Danilewsky donne la composition probable de cette grande fédération sous l'hégémonie de la Russie et ayant pour centre Constantinople.

Voici la composition de la fédération projetée par M. Danilewsky :

1. *L'Empire Russe*, avec l'annexion de toute la Galicie et de la Ruthénie hongroise.

2. *Le Royaume Tchéco-Moravo-Slovaque*, avec l'annexion de la partie Nord-Ouest de la Hongrie (9,000,000 d'habitants ; 1,800 milles carrés).

3. *Le Royaume Serbo-Croato-Slovène*, se composant du Royaume de Serbie, du Monténégro, de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Vieille-Serbie, de l'Albanie du Nord, de la Serbie hongroise, du Banat, de la Croatie, de la Slovénie, de la Dalmatie, des Confins Militaires, de la Craïna, de la Goritie, de la Gradiska, de l'Istrie, du district de Trieste, de deux tiers de la Carinthie, d'un cinquième de la Styrie jusqu'à la Drava (8,000,000 d'habitants ; 1.500 m. carr.).

4. Le *Royaume Bulgare* : la Bulgarie, une partie de la Roumélie et la Macédoine (6.000,000 d'habitants ; plus de 3,000 m. carr.).

5. Le *Royaume Roumain* : la Valachie, la Moldavie, une partie de la Bucovine, la moitié de la Transylvanie, à peu près jusqu'au Marosz, la partie occidentale de la Bessarabie habitée pour la plupart par des Moldaves, avec le Delta du Danube et la Dobrodja (7,000,000 d'hab., plus de 3,000 milles carrés).

6. Le *Royaume Hellénique*, avec l'annexion de la Macédoine, de toutes les îles de l'Archipel, de Rhodes, de la Crète, de Chypre et de la rive asiatique de la mer Égée (4,000,000 d'hab. ; 2,800 à 3,000 m. carr.).

7. Le *Royaume Hongrois*, c'est-à-dire la Hongrie et la Transylvanie, à l'exclusion des parties annexées à la Russie, au Royaume Tchèque, à la Serbie et à la Roumanie (7,000,000 d'hab., environ 3,000 m. carr.).

8. *La province de Constantinople* avec les parties limitrophes de la Roumélie et de l'Asie-Mineure, les rives du Bosphore, la mer de Marmara, les Dardanelles avec la péninsule de Gallipoli et l'île de Ténédos (environ 2.000.000 d'hab.).

Comme nous le voyons, la Pologne ne figure pas dans cette énumération. L'auteur lui-même ne sait pas trop ce qu'on doit en faire et quels seraient ses rapports avec la grande fédération slave. Naturellement, il croit que le plus salutaire pour la Pologne serait d'entrer dans la fédération, comme un de ses membres, dans les limites ethnographiques. Cependant, l'auteur suppose aussi que la question polonaise soit résolue dans un sens défavorable à la Russie, que les espérances des Polonais se réalisent et que la Polo-

gne soit reconstituée dans ses frontières actuelles ou autres. « Cet État deviendrait sans aucun doute le centre d'intrigues révolutionnaires, comme nous en avons eu l'exemple dans la petite Cracovie, lorsqu'elle était ville libre, intrigues dirigées surtout contre les départements occidentaux de la Russie ». Celle-ci, naturellement, ne pourrait pas le souffrir et « à la première occasion, elle serait forcée de détruire ce nid d'éléments hostiles ». (p. 426). Il se peut aussi que la Pologne entre dans la fédération, sans que ses rapports actuels avec la Russie soient modifiés. Alois, si les Polonais abusaient de l'indulgence de la Russie, celle-ci devrait « remettre de plus en plus fréquemment le gant en peau de hérisson, employé jadis par Monravieff, et étouffer la Pologne de plus en plus ».

Du reste, l'auteur consentirait même à ce que la Pologne fût perdue pour la grande fédération slave, parce qu'elle ne serait qu'un élément négatif.

L'auteur indique ensuite les avantages de la fédération pour chacun de ses membres.

La Russie, « étant étrangère au monde européen et trop puissante pour descendre au rôle de membre de la famille européenne, ne peut trouver une autre situation digne de sa grandeur et du slavisme que celle de chef d'un système politique particulier ; elle contre-balancerait ainsi, non un État européen quelconque, mais toute l'Europe. Voilà, pour la Russie, l'avantage et le sens de la grande fédération slave. » (p. 434).

Pour les Slaves occidentaux, l'importance de la fédération est encore plus grande ; « pour eux, c'est la question d'Hamlet : *to be or not to be*. » (p. 438).

L'auteur énumère les avantages qu'en tireraient les Grecs (p. 438 à 439), les Bulgares (439 à 440), les Serbes (441 à 442) et les Roumains.

« Les Roumains, dit-il, peuvent espérer l'annexion de la moitié de la Transylvanie, de la Bucovine et d'une partie de la Bessarabie ; ce n'est qu'avec le consentement et le concours de la Russie, avec l'aide de son influence impartiale et conciliante, qu'ils peuvent efficacement réagir contre la rapacité hongroise. En s'appuyant sur le monde slave qui est infiniment plus rapproché d'eux, ils pourront combattre la gallomanie qui les mine et l'esprit de singerie dont leur triste classe intelligente est pénétrée. » (p. 442).

En un mot, ce serait un paradis.

Il faut y ajouter, pour les Slaves, « un rayon de l'auréole du rôle historique que cette fédération promet au slavisme ».

Dans cette fédération il n'y aurait aucune oppression, aucune entrave au développement de chaque nationalité ; les craintes à ce sujet n'ont pour cause que les calomnies mises en circulation par l'Europe et par les Polonais. (p. 443). Mais la fédération slave amènerait nécessairement comme résultat une langue commune, qui ne saurait être autre que la langue russe. Cette langue a acquis une extension assez grande pour que l'échange des idées et des influences réciproques de culture puissent se faire en russe. (p. 468).

L'auteur ne doute pas que la fédération sera durable et que tous les éléments dont elle sera composée marcheront d'accord avec la Russie ; il n'y a que les Polonais et les Hongrois qui puissent faire des intrigues, mais ils seront trop peu nombreux et, par conséquent, impuissants.

Mais, en outre, « l'indépendance politique et la puissance du monde slave sont absolument indispensables au développement régulier de l'humanité ; ... la fédération, après s'être constituée, ne menacera pas de devenir le souverain de l'univers ; au contraire, elle sera la seule protectrice du monde contre une pareille domination. » (p. 449 à 465).

Mais, avant de pouvoir monter sur la scène historique, le slavisme, ayant la Russie à sa tête, devra livrer à l'Europe une lutte décisive.

Dans le chapitre XVI (p. 472 à 512), l'auteur examine la question de savoir si le slavisme, grâce principalement à la Russie, peut sortir victorieux de cette lutte. M. Danilewsky n'en doute pas. Le slavisme doit vaincre, sous le drapeau sur lequel il sera écrit : « „Orthodoxie, slavisme et dotation des paysans“, ce qui constitue l'idéal moral, politique et économique des peuples du type slave. » (p. 512).

Le dernier chapitre de l'ouvrage est intitulé : « Type de civilisation slave. » (p. 512 à 556). C'est la répétition de ce que nous avons déjà rencontré dans différentes parties de l'ouvrage. Nous noterons seulement que, d'après l'auteur, les types culturels des civilisations grecque et romaine n'avaient chacun qu'une seule base. La civilisation grecque était culturelle, la civilisation romaine politique. Les types des autres civilisations de l'antiquité n'étaient pas assez définis ; seuls les Hébreux ont réussi à faire leur civilisation religieuse par excellence. (p. 517 à 525).

Le type de la civilisation européenne a deux bases : c'est une civilisation politique et culturelle.

L'auteur, cependant, croit que la civilisation doit contenir quatre éléments : religieux, culturel, politique et économique-social.

Or, le type slave sera le premier type dans l'histoire qui ait réuni ces quatre éléments. « Sa mission spéciale et originale sera de réaliser une solution satisfaisante du problème économique-social. »

« Ces espérances seront-elles réalisées ? Cela dépendra de l'influence éducatrice des événements qui se préparent, que l'on comprend sous le terme général de question d'Orient et qui constituent le nœud et le centre vital des destinées du monde slave. » (p. 556).

Et nunc erudimini !

Texte établi par la Bibliothèque russe et slave ; déposé sur le site de la Bibliothèque le 28 octobre 2016.

* * *

Les livres que donne la Bibliothèque sont libres de droits d'auteur. Ils peuvent être repris et réutilisés, sauf mention contraire, à des fins personnelles et non commerciales, en conservant la mention de la « Bibliothèque russe et slave » comme origine.

Les textes ont été relus et corrigés avec la plus grande attention, en tenant compte de l'orthographe de l'époque. Il est toutefois possible que des erreurs ou coquilles nous aient échappé. N'hésitez pas à nous les signaler.